

Document:	<u>EB 2008/95/R.12</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>9 b)</u>
Date:	<u>25 novembre 2008</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Guatemala

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-quinzième session
Rome, 15-17 décembre 2008

Pour: **Examen**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Enrique Murguía

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2431
courriel: e.murguia@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	5
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	5
B. Enseignements tirés	7
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	8
A. Avantage comparatif du FIDA au Guatemala	8
B. Objectifs stratégiques	8
C. Perspectives d'innovation	9
D. Stratégie de ciblage	10
E. Articulation au niveau des politiques	10
V. Gestion du programme	10
A. Gestion du COSOP	10
B. Gestion du programme de pays	11
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFP	15
F. Risques et gestion des risques	16
Appendices	
I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	
II. Country economic background (Situation économique du pays)	
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	
IV. Previous COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du précédent COSOP)	
V. Project pipeline (Réserve de projets)	

Dossiers clés

**Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues
(Pauvreté rurale et secteur agricole et rural)**

**Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)
(Matrice des organisations [Analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])**

**Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential
(Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)**

**Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response
(Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)**

Sigles et acronymes

AGEXPORT	Association des exportateurs du Guatemala
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CPP	Chargé de programme de pays
FONAPAZ	Fonds national pour la paix
FUNCAFE	Fonds des producteurs de café pour le développement rural
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAFMAYA	Plan d'action forestier maya
PRODEVER	Programme de développement rural de la région de Las Verapaces
ProRural	Programme national de développement rural
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) est le second dont bénéficie le Guatemala. Il énonce la stratégie que le FIDA se propose de mettre en œuvre pour aider le gouvernement à promouvoir le développement rural, à accroître la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté au sein des communautés rurales et indigènes au cours de la période 2008-2012. Le COSOP est aligné sur le plan de développement du pays (*Plan de la Esperanza 2008-2011*), il répond aux efforts que déploie le gouvernement pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et est cohérent avec le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA. Il s'inspire aussi des précieux enseignements tirés de plus de 20 ans d'activité du FIDA dans le pays.
2. Dans ce pays multiethnique, la pauvreté touche principalement les jeunes et les zones rurales. La population rurale représente près de 71% des pauvres du pays. Cette forte incidence de la pauvreté rurale touche les groupes cibles du FIDA, à savoir les communautés rurales et indigènes, pratiquant une petite agriculture familiale axée soit sur la subsistance, soit sur une production commerciale qui se développe. Le FIDA cible également les sans-terre, les journaliers, les microentrepreneurs du secteur agricole ou extra-agricole, les artisans, les femmes et les jeunes ruraux. Pour répondre aux contraintes de développement particulières qu'ils rencontrent, le COSOP a fixé les trois objectifs stratégiques interdépendants et complémentaires suivants:
3. **Objectif stratégique 1: promouvoir le développement axé sur le marché des entreprises et microentreprises rurales du secteur agricole et extra-agricole.** C'est là le principal objectif stratégique. Il se concentre sur l'accès au marché et sur le développement des entreprises rurales par l'établissement de liens avec les entreprises du secteur privé. Cet objectif sera atteint de la façon suivante par: i) un soutien à l'établissement et à la consolidation de marchés locaux et extérieurs, ainsi que de filières de production et de microentreprises; ii) l'expansion des services techniques, ainsi que de gestion et de finance rurale, afin d'améliorer la productivité des cultures vivrières ou des denrées à forte valeur marchande, de diversifier les produits traditionnels ou nouveaux, et de promouvoir la compétitivité des entreprises rurales; et iii) l'extension du réseau routier rural dans les régions prioritaires.
4. **Objectif stratégique 2: mettre en valeur le capital social et humain.** À l'appui de l'objectif stratégique 1, cet objectif vise à: i) renforcer les capacités d'entrepreneuriat, ainsi que les talents des femmes et des jeunes ruraux et indigènes; ii) soutenir la consolidation juridique et l'amélioration des résultats des associations à vocation économique; et iii) renforcer l'organisation des communautés.
5. **Objectif stratégique 3: renforcer la concertation sur les politiques rurales et la planification sectorielle favorables aux pauvres.** Cet objectif a pour objet de: i) renforcer la planification participative et la participation proactive des communautés au sein des conseils de développement; ii) promouvoir une coordination sectorielle répondant aux besoins des groupes cibles; et iii) faciliter la participation des organisations paysannes indigènes à la concertation sur les politiques de développement rural.
6. Le COSOP traite les questions transversales suivantes: nécessité de réduire la vulnérabilité à l'impact du changement climatique et des hausses des prix des produits alimentaires; nécessité d'affirmer l'identité multiculturelle et multilingue de la population indigène du pays; et nécessité d'une plus grande équité entre les sexes et les générations. Enfin, le programme stratégique: i) soutient les nouvelles stratégies sectorielles du gouvernement et le programme national de développement rural actuellement mis en œuvre, par le biais de trois opérations en cours du FIDA (représentant des prêts d'un montant global de 62,0 millions d'USD);

ii) met nettement l'accent sur l'appui à l'exécution et l'apprentissage, qui seront suivis grâce à la supervision directe et à la présence active du FIDA; et iii) envisage un soutien à l'expansion prévue des activités du gouvernement dans les régions du nord et du nord-ouest, sous la forme de prêts du FIDA d'un montant de 18,5 millions d'USD dans le cadre du cycle 2007-2009 du système d'allocation fondé sur la performance. Un nouveau programme d'investissement a été conçu à cet effet, avec un cofinancement de 15,0 millions d'USD du Fonds de l'OPEP pour le développement international, et un programme futur est envisagé pour le département du Quiché.

République du Guatemala

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) est le second qui est établi pour le Guatemala. Il énonce la stratégie que le FIDA se propose de mettre en œuvre pour aider le gouvernement à promouvoir le développement rural, à accroître la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté au sein des communautés rurales et indigènes au cours de la période 2008-2012. Le COSOP est aligné sur le plan de développement du pays (*Plan de la Esperanza 2008-2011*), il répond aux efforts que déploie le gouvernement pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et est cohérent avec le Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA. Il s'inspire aussi des précieux enseignements tirés de plus de 20 ans d'activité du FIDA dans le pays.
2. Le processus d'élaboration et de consultation du COSOP s'est déroulé en deux temps au Guatemala; tout d'abord des missions de préparation et de concertation initiale se sont consultées avec les autorités gouvernementales (mars 2008), et ensuite des visites et des consultations ont eu lieu sur le terrain, dans différentes régions du pays (avril 2008)¹. Les consultations ont porté sur des questions essentielles telles que les revenus et l'emploi en milieu rural, la compétitivité des entreprises rurales, et la sécurité alimentaire et l'autonomisation des groupes cibles. Dans ce processus, les principaux acteurs sectoriels, y compris les clients/bénéficiaires potentiels des futures opérations, ont fourni des éléments clés de l'analyse sectorielle, des exemples de besoins de développement non satisfaits, et autres données importantes pour l'élaboration des objectifs stratégiques du COSOP. Le profil préliminaire du COSOP a été examiné lors de l'atelier de clôture, auquel ont participé les principaux acteurs. Pour conclure le processus de consultation, une réunion s'est tenue au FIDA (mai 2008) pour la présentation des résultats des missions du COSOP. Les membres de l'équipe de gestion du programme de pays et l'Ambassadeur de la République du Guatemala en Italie y ont assisté.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. La République du Guatemala a une population de 13,6 millions d'habitants, qui s'accroît à un taux moyen de 2,5% par an (2002-2006). Près de 54% des habitants vivent en milieu rural et la population indigène, constituée principalement de Mayas et d'une faible proportion d'autres groupes ethniques (Garifuna et Xinca), représente 41% de la population nationale (22 langues sont parlées dans le pays). La population est jeune dans l'ensemble, près de 70% des habitants ayant moins de 29 ans.
4. Après 35 années de guerre civile, un accord de paix a été signé (Accord sur une paix ferme et durable, signé en décembre 1996), qui a inauguré une nouvelle ère de stabilité politique et sociale et établi un cadre propice au développement économique. Classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, le Guatemala a maintenu un cap macroéconomique stable. Le PIB du pays atteint 35 325 millions d'USD (2006) et s'accroît en moyenne de 4% par an tandis que le taux d'inflation est

¹ Les missions du COSOP ont été exécutées par les équipes suivantes: i) Marco T. Sierra Lemus, spécialiste de la commercialisation et de l'économie agricole; ii) Gustavo A. Pereira González, spécialiste de la pauvreté rurale et du capital social/humain; iii) Gabriela A. Aguilar Velázquez, spécialiste des institutions et de la coopération internationale; et iv) Tomás N. Rico-Mora, économiste/spécialiste du développement rural (chef d'équipe). Le processus d'élaboration du COSOP a été guidé par Enrique Murguía, chargé de programme de pays (CPP), qui a participé à toutes les consultations et à tous les travaux sur le terrain.

de 7,5%. Le RNB par habitant est de l'ordre de 2 590 USD, chiffre qui est considéré comme élevé dans la sous-région de l'Amérique centrale (méthode utilisée pour l'Atlas de la Banque mondiale, 2006). Ces dernières années, les exportations du pays n'ont cessé d'augmenter et de se diversifier. D'après l'Association des exportateurs du Guatemala, 4 000 entreprises ont exporté plus de 4 000 produits différents sur 139 marchés du monde entier (2006), comprenant outre les produits traditionnels un volume croissant de produits nouveaux.

5. Le pays est toutefois très segmenté sur le plan social et la répartition des revenus y est fortement déséquilibrée. Le coefficient de Gini, qui s'établit à 0,58, chiffre dépassé seulement par le Brésil, révèle la grande inégalité des revenus à laquelle est confrontée la population. La répartition de la propriété foncière présente elle aussi un déséquilibre marqué. Dans une pareille situation économique, le gouvernement a énormément de difficultés à trouver les ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre certaines des dispositions de l'accord de paix et pour réduire sensiblement le niveau extrêmement élevé de la pauvreté rurale. Les causes de la pauvreté tiennent essentiellement au manque d'accès aux actifs économiques et sociaux. La rareté des possibilités d'emploi dans le pays, notamment dans les zones rurales, pousse un grand nombre d'habitants à chercher du travail au Mexique et aux États-Unis d'Amérique, où vivent actuellement environ 1,3 million d'émigrés guatémaltèques. Les envois de fonds des travailleurs émigrés ont atteint au total 4 128 millions d'USD en 2007.

Agriculture et pauvreté rurale

6. Le secteur agricole représente 22% du PIB, emploie plus de 50% de la population active et fournit plus de la moitié des revenus du pays. Environ 70% de la superficie agricole cultivée est consacrée aux grains (maïs, sorgho et haricots), base de l'alimentation nationale. La production commerciale englobe les denrées suivantes: café, bananes, caoutchouc, canne à sucre et bétail. Ces dernières années, le secteur industriel du conditionnement en expansion a exporté des légumes, des fruits et des fleurs à destination des États-Unis et d'autres pays. Dans le cadre de contrats de production passés avec les entreprises exportatrices, un grand nombre de petits exploitants et de communautés indigènes se consacrent à la production de fruits et de légumes, ce qui contribue à une augmentation notable du revenu familial.
7. La dégradation des ressources naturelles est intense au Guatemala, principalement en raison de l'exploitation illégale des forêts et de l'agriculture de subsistance itinérante sur brûlis. La surexploitation des ressources en terres et en eau entraîne une baisse de la productivité des cultures de base qui conduit à une insécurité alimentaire croissante dans les familles de petits agriculteurs pauvres. L'insécurité alimentaire est aussi la conséquence de la flambée des prix des produits alimentaires, qui touche les agriculteurs de subsistance, les journaliers et les ruraux pauvres en dehors du secteur agricole. En outre, du fait que le réseau routier rural est limité et inadéquat, les mécanismes de commercialisation des produits traditionnels sont sous la coupe d'intermédiaires. Les services techniques de l'État ont été considérablement réduits au cours des dix dernières années tandis que les services financiers sont concentrés dans les zones urbaines.
8. La pauvreté dans ce pays multiethnique touche principalement les jeunes et les zones rurales, les ruraux pauvres représentant environ 71% de la population pauvre du pays. La pauvreté est aussi plus forte dans les ménages indigènes ou dirigés par une femme. La forte incidence de la pauvreté rurale, localisée dans des départements et des municipalités clairement identifiés, touche les groupes cibles du FIDA, à savoir les communautés indigènes et rurales pratiquant une petite agriculture familiale de subsistance ou une activité agricole à petite échelle produisant pour les marchés émergents. Le FIDA cible aussi les sans-terre, les salariés, les microentrepreneurs des secteurs agricole et extra-agricole, les artisans traditionnels, et les femmes et les jeunes ruraux. Ces groupes se caractérisent généralement par le faible niveau de leur capital social et humain, et par un accès

limité à la terre et aux autres ressources productives. Pénalisés en outre par une infrastructure de transports et de communications très insuffisante, ils ont donc une faible capacité de création de revenus. Tels sont les principaux facteurs à l'origine de leurs mauvaises conditions de vie et de leur vulnérabilité sociale, économique et environnementale, vulnérabilité que vient aggraver l'impact du changement climatique sur leurs systèmes de subsistance, qui sont essentiellement tributaires d'une agriculture non irriguée sur des terrains en pente.

9. Bien que la pauvreté soit un problème national, les taux de pauvreté sont cependant beaucoup plus élevés dans la «ceinture de la pauvreté» localisée sur le haut plateau ouest de la région nord comprenant les départements de: Huehuetenango et Quiché (région nord-ouest); San Marcos, Quetzaltenango, Sololá et Totonicapán (région sud-ouest); et Alta Verapaz et Baja Verapaz (région nord). L'indicateur du développement humain du Guatemala est de 0,689, ce qui place le pays au 118^e rang mondial (2007). C'est le plus mauvais classement en Amérique centrale et l'avant-dernier en Amérique latine. L'indicateur de développement sexospécifique est de 0,638, témoignant de la grande inégalité dont souffrent les femmes sur le plan des possibilités de développement.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

10. Le gouvernement nouvellement élu du Guatemala, entré en fonctions en janvier 2008, a présenté son plan national de développement, qui traite des problèmes de la réduction de la pauvreté, de la sécurité alimentaire et du développement rural. Il a par conséquent manifesté son engagement en faveur du développement économique durable, de la réduction de la pauvreté et du développement des communautés rurales et des populations indigènes du pays, tout en établissant une stratégie renforcée de développement rural et en consolidant son partenariat avec le FIDA.
11. Ce plan repose sur quatre piliers stratégiques, sur lesquels le gouvernement a l'intention de s'appuyer pour créer des possibilités permettant de surmonter les problèmes nationaux, qui sont les suivants: i) la solidarité – loyauté humaine; ii) la gouvernance – loyauté civique; iii) la productivité – loyauté économique; et iv) le régionalisme – loyauté de voisinage. Son objectif général est d'orienter toutes les actions de développement social et les ressources nécessaires vers la création d'emplois, la lutte contre la pauvreté, la création d'une infrastructure de base et le maintien de relations harmonieuses – dans un cadre garantissant les libertés fondamentales, la justice sociale, l'équité et la participation des citoyens – comme moyens d'améliorer la qualité de vie de l'ensemble de la population guatémaltèque.
12. Parmi les objectifs du plan national, les plus importants sont les suivants: i) lutter contre la pauvreté tout en cherchant à satisfaire aux obligations découlant des accords de paix et de la loi sur le développement social, et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement; ii) réaliser les conditions et les investissements nécessaires à la garantie des droits de la population à la santé, à l'éducation et à l'alimentation, et à la promotion du renforcement des capacités, indispensable à la production des biens et services dont le pays a besoin; iii) établir les conditions nécessaires à la création d'emplois, à la réalisation de projets productifs et au financement de la croissance sociale; iv) garantir la productivité par la formation et par une assistance technique et financière à l'appui des micro- et petites entreprises; v) programmer et fournir les services de base et l'infrastructure sociale et productive nécessaires à la satisfaction des besoins de la population guatémaltèque; et vi) élaborer et renforcer les politiques environnementales nécessaires à la protection et à la mise en valeur durable des ressources naturelles du pays.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

13. Le gouvernement a entrepris de définir de nouvelles politiques et stratégies de réduction de la pauvreté et de développement rural, fondées sur les considérations suivantes: le changement des conditions socioéconomiques intérieures et extérieures au Guatemala et dans la sous-région de l'Amérique centrale, dans le contexte de la libéralisation du commerce et des autres accords internationaux de coopération économique; la vulnérabilité croissante de certaines régions aux catastrophes naturelles par suite de la dégradation des ressources naturelles; et l'impact des chocs économiques externes et du changement climatique sur la capacité de production et l'économie familiale des petits exploitants et des agriculteurs sans terre. En conséquence, le gouvernement met en place un nouveau cadre institutionnel sectoriel, comprenant le Conseil pour la cohésion sociale et la Commission nationale de développement rural. Ce sont là les deux principaux instruments d'élaboration de la stratégie sectorielle et de mise en œuvre du programme de développement.

Le Conseil pour la cohésion sociale

14. Le Conseil pour la cohésion sociale a été créé par le Président en vue de la coordination et de la concentration de tous les investissements sociaux dans les domaines qui ont une incidence critique sur la réduction de la pauvreté. Il a été conçu pour opérer de concert avec le Programme national de développement rural (ProRural), sous l'égide de la Commission nationale de développement rural. Les initiatives de production et de travail social serviront de trait d'union entre, d'une part, le Conseil pour la cohésion sociale et le ProRural et, d'autre part, les municipalités. Le principal instrument de développement social dans les zones rurales est le programme «Ma famille fait des progrès» qui consiste en transferts conditionnels d'espèces destinés à encourager la fréquentation scolaire et à améliorer l'alimentation et la santé des enfants. Il va de pair avec les activités des Ministères de l'éducation, de la santé et de l'énergie et des Secrétariats à la sécurité alimentaire et au travail social.

La Commission nationale de développement rural

15. Coordonnée par le cabinet du Président, la Commission nationale de développement rural comprend des représentants désignés des principales institutions gouvernementales, du secteur privé et des organisations paysannes indigènes. Les instances représentées sont notamment les suivantes: les Ministères de l'agriculture et de l'alimentation, de l'économie, de l'énergie et des mines; le Secrétariat aux affaires agraires; la Banque de développement rural; les chambres d'industrie et d'agriculture; et l'organisation paysanne indigène *Convergencia Nacional Maya*. Les tâches et responsabilités de la commission comprennent: i) la mise en œuvre du ProRural; ii) l'augmentation et la diversification de la production; iii) la coordination des politiques et programmes sectoriels du plan national du gouvernement; iv) la facilitation, la promotion et la consolidation des travaux des institutions de l'État représentées à la commission au moyen de stratégies complétant leurs programmes de développement rural au niveau national.

Le Programme national de développement rural

16. Le ProRural devrait être «l'organe productif» de la stratégie combinée de développement économique et social du gouvernement visant à lutter contre la pauvreté dans les zones les plus pauvres du pays. Le Président l'a ainsi défini: «un vaccin productif contre la pauvreté, qui garantira aux ménages ruraux l'accès à la technologie et à la productivité économique». Il sera appliqué dans 45 municipalités en 2008, chiffre qui passera à 125 en 2009. En pratique, le ProRural: i) mettra principalement en œuvre les sept programmes présidentiels suivants: ProMaïs, ProHorticulture, ProCafé, ProÉlevage, ProÉnergie, ProTourisme et ProArtisanat; ii) coordonnera l'exécution des programmes en cours et futurs financés par le FIDA dans les régions nord, nord-ouest, ouest et centre-est du pays.

Le soutien du FIDA au programme national

17. Promoteur et principal bailleur de fonds du Programme national de développement rural dans le cadre du précédent COSOP (2003), le FIDA a appliqué des mécanismes explicites de ciblage social et géographique. En conséquence, tous ses programmes sont mis en œuvre dans des municipalités exposées à la pauvreté ordinaire et extrême, de sorte qu'ils chevauchent en grande partie les zones prioritaires actuelles d'intervention du gouvernement. En fait, dans le cadre du programme du COSOP 2008-2012, le FIDA investira dans plus de 100 municipalités pauvres, dont près de 50 connaissent une extrême pauvreté. Au total, le FIDA opérera dans 13 départements de cinq régions distinctes, qui couvrent une importante partie du pays.

Harmonisation et alignement

18. La coordination entre les donateurs a lieu actuellement dans le cadre de groupes de concertation et de plateformes de coordination sectorielle. Du côté du gouvernement, un Conseil de la coopération internationale, composé de hauts fonctionnaires du Ministère des relations extérieures, du Secrétariat de la présidence pour la planification et la programmation, et du Ministère des finances publiques, a pour principale mission de veiller à l'harmonisation entre les donateurs et à leur responsabilisation quant à l'exécution des engagements qu'ils ont pris. Le plan du gouvernement définit les zones prioritaires de coopération suivantes: la cohésion sociale (éducation, santé, microcrédit et sécurité alimentaire), le développement rural et l'infrastructure, l'équité hommes-femmes, l'égalité interculturelle et la gestion de l'environnement. Le présent COSOP est pleinement aligné sur les priorités de la coopération internationale fixées par le gouvernement et il comporte l'engagement d'appliquer les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.
19. En raison de l'important volume des prêts accordés pour le développement rural du pays et des modes d'intervention spécifiques du FIDA au sein de la coopération internationale, le Fonds a été encouragé à promouvoir la réactivation des tables rondes sur le développement rural du pays. Ces tables rondes soutiendront une concertation accrue avec le pays sur l'élaboration des politiques et stratégies, la diffusion des enseignements tirés de l'expérience de l'exécution, et l'évaluation annuelle des résultats du COSOP. Elles deviendront aussi un lieu d'échange d'informations entre les partenaires du développement et les autres acteurs sectoriels pour la coordination des programmes, les actions complémentaires, et le recensement des possibilités de cofinancement aux niveaux national, départemental et municipal.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

20. Le FIDA soutient depuis 1986 les initiatives de réduction de la pauvreté et de développement agricole et rural de la République du Guatemala, en contribuant au financement de sept programmes d'investissement par des prêts d'un montant total de l'ordre de 96,2 millions d'USD. Depuis dix ans, l'action du FIDA dans le pays s'est orientée vers le soutien au gouvernement dans les domaines suivants:
- i) consolidation du processus de paix et reconstitution du tissu social dans les zones qui ont été touchées par 30 années de conflit armé; et ii) établissement d'une plateforme économique et institutionnelle pour le développement des communautés rurales et indigènes marginalisées. Grâce à l'expérience de la mise en œuvre que le FIDA a acquise, ses opérations ont évolué, passant de projets de développement rural localisés à des programmes d'investissement dans le cadre d'une stratégie nationale intégrée et planifiée. Les objectifs stratégiques de la mise en valeur du capital social et humain, de la création de revenus, et du renforcement du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, établis par le COSOP de 2003,

étaient axés sur la nécessité d'élaborer, par étapes successives, un programme national de développement rural.

Performance du COSOP

21. Il est reconnu que les résultats du précédent COSOP ont été limités dans le domaine du renforcement des institutions, tandis que dans ceux de la production, de l'emploi, de la création de revenus, et de la mise en valeur du capital social et humain, ils ont été évidents, en dépit de retards. Les notes attribuées dans le cadre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA tiennent également compte des progrès accomplis en ce qui concerne la représentation des femmes, ainsi que l'accès aux services de vulgarisation, aux intrants agricoles et aux marchés. Ces résultats du COSOP sont imputables à: i) l'exécution du programme de prêt en association avec des dons d'assistance technique et de promotion de l'apprentissage, comportant l'engagement novateur de partenaires du secteur privé dans la promotion des exportations; ii) la coordination du travail municipal dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et au renforcement des unités de planification du développement rural et du développement en faveur des femmes; iii) l'accroissement du cofinancement du Fonds de l'OPEP pour le développement international; iv) l'association avec les organisations paysannes indigènes, dans la promotion du développement en faveur des jeunes, et avec les organisations de producteurs indigènes de deuxième niveau, dans la prestation de services techniques; et v) la collaboration soutenue avec le Fonds national pour la paix (FONAPAZ) et le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, en qualité d'agents d'exécution des opérations financées par le FIDA.

Exécution du programme

22. La performance dans l'exécution du programme varie, dans l'ensemble, de plutôt satisfaisante à satisfaisante, pour les paramètres retenus par le système de suivi de la performance du portefeuille du Fonds. Les programmes ont toutefois subi des retards importants pour des raisons de signature et d'entrée en vigueur de l'accord de prêt. Cela a été le cas non seulement de tous les prêts du FIDA mais aussi de ceux d'autres institutions financières internationales, car les emprunts doivent être approuvés et ratifiés par l'Assemblée nationale. Le décaissement des prêts a subi les conséquences des retards et de l'insuffisance des financements de contrepartie, du fait que tous les programmes précédemment établis prévoyaient des clauses *pari passu* complexes pour l'utilisation des fonds.

Résultats et impact

23. Le FIDA a financé des opérations d'investissement qui ont contribué à l'autonomisation économique et sociale des communautés rurales et des organisations indigènes. Grâce aux alliances stratégiques établies avec des entités socialement responsables du secteur privé, telles que l'Association des exportateurs du Guatemala (AGEXPORT) et le Fonds des producteurs de café pour le développement rural (FUNCAFE), un nouveau cadre opérationnel permet aux associations économiques rurales et indigènes d'accéder aux marchés pour y écouler leurs produits traditionnels ou nouveaux. Ces organisations ont acquis la capacité de jouer un rôle particulier dans les instances nationales d'élaboration des politiques de développement rural et indigène, ainsi que dans la commercialisation et l'exportation de leurs produits et la fourniture de services techniques. Les évaluations de programmes ont aussi relevé des résultats positifs dans la restauration des terres, la création d'entreprises et de microentreprises rurales, la promotion de l'artisanat traditionnel, l'expansion du réseau routier de desserte, et la promotion de l'infrastructure sociale.

B. Enseignements tirés

24. Les programmes entrepris par le FIDA au Guatemala ont fourni toute une série d'enseignements qui ont été intégrés dans la conception du COSOP. Ces enseignements concernent: i) le besoin critique d'accompagner la conception de nouveaux projets de l'établissement de stratégies de pré-exécution, comprenant des plans de pré-lancement et de passation des marchés, afin d'en accélérer l'exécution; ii) la validité d'un financement extérieur de tous les investissements de programmes (net d'impôts et de droits de douane) en tant que mécanisme permettant le décaissement en temps utile des prêts; iii) l'extension du couvert forestier par l'attribution flexible de subventions dans le cadre de différents régimes fonciers; et iv) l'avantage que présente la concentration des investissements et la liaison entre les activités des diverses composantes sous l'égide d'une ligne d'action principale. Les expériences mentionnées ci-dessous sont particulièrement importantes pour les objectifs stratégiques du COSOP.
- a) **L'approche marché.** Dans le cadre des stratégies de développement productif et de création de revenus, il est essentiel, étant donné les niveaux de production existants, de donner la priorité aux actions et aux investissements destinés à accroître la valeur ajoutée et la commercialisation. En raison des incertitudes présentées par des marchés dynamiques et évolutifs, il faut y pourvoir avant d'augmenter la production/productivité et de diversifier la production.
 - b) **L'approche formation.** Pour promouvoir l'amélioration du capital social et humain, au sein des communautés et des organisations indigènes, conformément à la structure de la population nationale, il est préférable de développer les capacités d'animation plutôt que d'offrir une formation en soi. Dans le renforcement des capacités locales, il est donc judicieux d'inclure les trois éléments suivants dans chaque communauté: un animateur naturel, une femme et une personne jeune. Ce schéma met en branle un processus interne (intergénérationnel) d'apprentissage et de partage de l'expérience dont les résultats nourrissent directement les activités à la fois sociales et économiques.
 - c) **Le développement de l'assistance technique.** L'exécution des activités en commun avec les organisations des bénéficiaires permet non seulement l'utilisation du capital humain local mais aussi le progrès et la spécialisation du capital local, processus qui conduit à l'établissement et à la consolidation d'acteurs locaux en tant que prestataires de services techniques (apprentissage par la pratique).
 - d) **Les alliances opérationnelles.** La signature d'accords avec des partenaires stratégiques et l'établissement d'alliances avec le secteur privé pour les activités relatives à l'accès aux marchés et à la promotion des exportations se sont révélés être une bonne pratique pour le développement de la compétitivité rurale. Ce type d'alliance devrait être encouragé, et les actions et les résultats qui en découlent attentivement suivis en vue de nouer de nouveaux partenariats. Ceux-ci pourraient intéresser des universités, des centres de recherche ou des chambres de commerce, selon les exigences du développement de nouveaux produits ou des débouchés commerciaux.
 - e) **Le renforcement des municipalités.** La stratégie d'exécution en commun des activités de restauration des ressources naturelles combinant l'apport financier des projets d'investissement à celui des municipalités représente une méthode éprouvée de promotion de la durabilité. L'expérience montre que les offices municipaux des forêts et de la planification qui ont bénéficié d'un soutien continuent à fonctionner après l'achèvement des projets. Ces activités, qui ont aussi comporté le soutien des offices municipaux établis pour le développement des femmes, devraient être élargies à la faveur du processus de décentralisation entrepris par le gouvernement.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA au Guatemala

25. L'avantage comparatif dont dispose le FIDA dans le pays revêt de multiples aspects. En conséquence, le nouveau COSOP repose sur la plateforme suivante:
- i) l'expérience de l'exécution des programmes et les approches novatrices concernant divers thèmes de développement, tels que la prise de conscience des questions liées aux sexes, l'accès aux marchés et les services techniques agricoles rendus par les producteurs organisés, outre l'application du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI);
 - ii) la couverture d'une grande partie du pays par les trois programmes en cours du FIDA, d'une valeur totale de 62,0 millions d'USD; et
 - iii) un contexte institutionnel propice à la réduction de la pauvreté sous le nouveau gouvernement.
26. La position privilégiée dont jouit le Fonds dans le pays est aussi attribuable aux alliances stratégiques qu'il a établies avec des organismes clés de développement des secteurs privé, public et international, notamment: i) le Fonds de l'OPEP (principal cofinancier des opérations du FIDA); ii) FUNCAFE et AGEXPORT (agents d'exécution des activités financées par des dons à l'appui du «modèle des liens avec les entreprises»; et iii) les associations de producteurs de deuxième niveau (l'Association des organisations de producteurs des Cuchumatanes [ASOCUCH]) et les organisations paysannes indigènes (le plan d'action forestier maya [PAFMAYA]), respectivement engagées dans la création de mécanismes de prestation de services techniques agricoles et le développement des jeunes indigènes. Du fait de ces alliances, le FIDA est en mesure de jouer le rôle de pivot au niveau national, départemental et municipal, à l'appui d'une concertation renforcée sur le développement rural et la réduction de la pauvreté et dans la mise en œuvre d'un programme national de développement rural renouvelé.

B. Objectifs stratégiques

27. Pour répondre aux contraintes et aux opportunités auxquelles sont confrontés les groupes cibles du Fonds, le COSOP de 2008-2012 comporte les trois objectifs stratégiques interdépendants et complémentaires suivants:
28. **Objectif stratégique 1: promouvoir le développement axé sur le marché des entreprises et microentreprises rurales des secteurs agricole et extra-agricole.** C'est là le principal objectif stratégique. Il est focalisé sur l'accès au marché et sur le développement des entreprises rurales par l'établissement de liens avec les entreprises du secteur privé (*encadenamientos empresariales*) comme moteur de la filière durable de la production, de la commercialisation et de l'exportation ainsi que de la mise au point de technologies. Cet objectif sera atteint de la façon suivante par: i) un soutien à l'établissement et à la consolidation de débouchés locaux et extérieurs, ainsi que de filières de production et de microentreprises agricoles et extra-agricoles; ii) l'expansion des services techniques, ainsi que de gestion et de finance rurale, afin d'améliorer la productivité des cultures vivrières et autres, de diversifier les produits traditionnels ou nouveaux, et d'accroître la compétitivité des entreprises rurales; et iii) l'extension du réseau routier dans les régions prioritaires de manière à faciliter l'accès aux marchés et l'intégration des communautés pauvres isolées dans la vie économique et sociale d'ensemble du pays.
29. **Objectif stratégique 2: mettre en valeur le capital social et humain.** À l'appui de l'objectif stratégique 1, cet objectif est focalisé sur le renforcement des capacités sociales et humaines et celles des entreprises, au sein des groupes cibles recensés, en raison de l'interdépendance entre le développement économique et le développement social. Plus précisément, cet objectif vise à: i) renforcer les capacités des entreprises, ainsi que les talents des femmes et des jeunes ruraux et indigènes, et à faciliter la participation des femmes aux organes de décision; ii) soutenir la consolidation juridique et l'amélioration des résultats d'entreprise des associations à

vocation économique; et iii) renforcer les capacités de la population rurale en généralisant l'accès à l'infrastructure de base et à l'organisation communautaire.

30. **Objectif stratégique 3: renforcer la concertation sur les politiques rurales et la planification sectorielle favorables aux pauvres.** Cet objectif a pour objet de renforcer la concertation, la planification sectorielle et la coordination aux niveaux national, départemental et municipal. À l'appui de l'objectif stratégique 1, il vise à:
- i) renforcer la planification participative et la participation proactive des communautés au sein des conseils de développement aux niveaux départemental, municipal et local;
 - ii) promouvoir une coordination sectorielle et intersectorielle répondant aux besoins des groupes cibles; et
 - iii) faciliter la participation des organisations paysannes et des communautés indigènes à la concertation et aux tables rondes sur les politiques de développement rural.
31. Le COSOP traite les questions transversales suivantes: nécessité de réduire la vulnérabilité à l'impact du changement climatique, des hausses des prix des produits alimentaires de base et d'autres facteurs économiques externes par un fonctionnement plus efficace des marchés, une augmentation de la productivité des cultures vivrières et des denrées à forte valeur marchande; nécessité d'affirmer l'identité multiculturelle et multilingue de la population indigène du pays par une participation active de personnel indigène et l'utilisation des langues indigènes dans les activités des programmes ainsi que dans les publications électroniques et imprimées; et nécessité d'une plus grande équité entre les sexes et les générations par l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes ruraux.

C. Perspectives d'innovation

32. La principale contribution qu'apportera le FIDA au Guatemala au cours de la période couverte par le présent COSOP sera l'innovation relative à l'exécution du programme en général et aux outils et méthodes d'accès aux marchés et de développement des entreprises rurales en particulier, dans le cadre du modèle des liens avec les entreprises, qui a été adapté aux besoins des groupes cibles du FIDA². Les principaux éléments de l'innovation sont les suivants: i) introduction d'une dimension sous-régionale dans l'identification des menaces et des opportunités qui ont un impact sur l'économie ménagère des groupes cibles du Fonds (sécurité alimentaire, gestion des ressources naturelles); ii) adoption d'une stratégie de renforcement des actifs des ménages ruraux pauvres par deux voies complémentaires d'intervention: «l'intégration dans le développement» des communautés rurales et indigènes, et la modernisation et la compétitivité rurales; iii) renforcement des alliances stratégiques avec les entités clés du secteur privé, ouvrant ainsi aux producteurs ruraux des possibilités d'activité et d'exportation; et iv) promotion des associations d'entreprises indigènes (*gremialismo empresarial indígena*) en vue de développer les entreprises rurales et d'encourager l'assimilation d'une culture de la compétitivité rurale par les communautés en ce qui concerne la production et l'exportation.

² Le modèle des liens avec les entreprises est un mécanisme qui permet de mettre à la fois les petits producteurs ruraux organisés et les agents exportateurs en relation avec la demande effective du marché. Il facilite l'expansion, la diversification et l'amélioration de la qualité des produits traditionnels et nouveaux. L'augmentation du volume de produits exportables de qualité, obtenue par des alliances stratégiques avec des entités commerciales et techniques spécialisées du secteur privé et avec des acteurs ayant des relations commerciales effectives avec les marchés nationaux et étrangers, facilite la consolidation de la production et des filières. Fondée sur l'établissement de plans d'entreprise, cette approche permet le recensement et l'atténuation des risques commerciaux potentiels. Plus précisément cette intégration en amont, remontant des marchés aux maillons initiaux de la production primaire: i) encourage l'amélioration de la productivité, selon les cycles de la production et la demande ponctuelle des créneaux commerciaux; ii) vise à rendre la production compétitive, en mettant en pratique des méthodes de contrôle de la qualité et des normes sanitaires; iii) détermine de nouveaux besoins d'assistance technique et de financement supplémentaire à l'appui de la production, conduisant à la capitalisation des unités de production; et iv) facilite l'adoption de méthodes améliorées de production et de commercialisation, par exemple, la certification des produits, les appellations régionales d'origine, etc. En résumé, l'activation de ces filières conduit à l'intégration de normes et techniques modernes de production et de gestion, à l'établissement de nouvelles entreprises et microentreprises rurales, et à la création consécutive de revenus et d'emplois supplémentaires. Globalement, ces actions contribuent à la réduction de la pauvreté tout en réanimant les économies locales et microrégionales.

D. Stratégie de ciblage

Les groupes cibles du FIDA

33. Plusieurs études réalisées dans le pays ont permis d'établir le profil détaillé des conditions économiques et sociales de la population rurale. Les diverses populations rurales et ethniques du pays ont été recensées sur la base de leurs caractéristiques ethnoculturelles, géographiques et agroécologiques. Une cartographie détaillée de la pauvreté existe en fait pour les 333 municipalités des 22 départements (pour la pauvreté ordinaire et la pauvreté extrême). Ces études, jointes aux politiques du FIDA en matière de ciblage et d'égalité hommes-femmes, ont facilité l'identification des groupes cibles du Fonds, qui sont décrits dans le dossier clé 4 (Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables).

Stratégie de ciblage et d'intervention

34. Pour répondre aux besoins particuliers des groupes cibles du Fonds, les programmes d'investissement prévus dans le présent COSOP seront exécutés selon une stratégie comportant deux axes: i) l'expansion des investissements et activités de développement dans certaines communautés et municipalités prioritaires ne bénéficiant actuellement d'aucun projet de développement (intégration dans le développement); et ii) la consolidation des investissements réalisés dans les zones d'intervention plus avancées des programmes en cours du FIDA, par le renforcement des entreprises et la promotion des filières professionnelles et de l'accès aux marchés à l'intention des microentreprises rurales (modernisation rurale). Des méthodes de ciblage social seront appliquées systématiquement au cours de l'exécution, selon les résultats attendus et les objectifs de développement de chaque programme. Ces méthodes appellent: i) la participation des conseils de développement représentatifs des communautés à la détermination des zones d'intervention et des groupes sociaux prioritaires; et ii) l'autonomisation des bénéficiaires leur permettant de participer activement aux décisions concernant les programmes.

E. Articulation au niveau des politiques

35. Principal acteur et bailleur de fonds sectoriel dans le cadre du Programme national de développement rural du gouvernement, le Fonds a un enjeu majeur dans la concertation soutenue avec le pays visant le renforcement des politiques et stratégies sectorielles. Les principales questions à débattre avec le gouvernement dans un cadre bilatéral et dans le contexte de la réactivation des tables rondes sur le développement rural (*mesas de dialogo*) concernent: i) la coordination sectorielle et intersectorielle des organismes publics aux niveaux national, départemental et municipal; ii) les objectifs stratégiques adoptés par le COSOP; iii) l'impact des hausses des prix des produits alimentaires et du changement climatique sur l'économie ménagère des groupes cibles du Fonds; iv) l'établissement de mécanismes de diffusion/échange des meilleures pratiques en matière de développement; et v) le recensement en temps utile des problèmes d'exécution prévisibles et leur résolution consécutive.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

36. Le COSOP sera mis en œuvre conformément aux priorités fixées par le gouvernement pour la période 2008-2012. La mise en œuvre sera guidée par les activités de gestion de la performance du portefeuille de pays et elle fera l'objet d'un examen annuel. L'examen officiel du COSOP aura lieu lors d'une réunion au cours de laquelle un rapport sur l'état d'avancement du programme de pays, établi par le FIDA, sera présenté. Le rapport annuel se fondera sur le cadre de gestion des résultats du COSOP qui sera élaboré lors d'un atelier participatif prévu pour le début de 2009. Ce rapport fournira aussi des informations sur l'analyse sectorielle annuelle du SAFP, les progrès accomplis dans le cadre du SYGRI, la fiche du programme de

pays et le rapport sur la performance du portefeuille, et il mettra en relief les obstacles à l'exécution et les mesures de renforcement de la performance des projets à risque.

37. Pour faciliter l'exécution du programme, le chargé de programme de pays (CPP) responsable du Guatemala mettra en place une équipe de gestion du programme de pays composée de fonctionnaires du gouvernement, de coordonnateurs de programmes, ainsi que de représentants des institutions des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des clients-bénéficiaires, des partenaires du secteur privé et des consultants spécialisés. Au début de 2011, les organismes publics participant procéderont, de concert avec des spécialistes des centres de recherche et des universités, à l'examen à mi-parcours du programme. Cet examen préconisera le cas échéant l'ajustement des objectifs stratégiques et du cadre de gestion des résultats. En 2012, à la fin de la période couverte par le COSOP, les résultats des programmes seront examinés à la lumière des objectifs stratégiques et de la contribution qu'ils auront apportée à la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté du pays. L'examen complet du cadre de gestion des résultats, qui sera examiné lors d'un atelier auquel assisteront toutes les parties prenantes, sera au cœur du rapport final sur l'exécution du COSOP.

B. Gestion du programme de pays

Le programme de pays

Le portefeuille actuel

38. Le programme d'investissement relatif à la période couverte par le COSOP se compose du portefeuille de programmes actuel et des nouveaux prêts et dons, qui imprimeront une orientation commerciale aux activités d'apprentissage et d'appui à l'exécution. Le portefeuille actuel comprend les programmes d'investissement suivants: a) le programme de développement rural de la région de Las Verapaces (PRODEVER), approuvé en décembre 1999 (coût total 26,0 millions d'USD; prêt du FIDA 518-GT: 15,0 millions d'USD), qui s'achèvera en 2009 et dont les décaissements atteignaient 76% au 10 octobre 2008; b) le programme national de développement rural – phase I: région de l'Ouest, approuvé en septembre 2003 (coût total 48,0 millions d'USD; prêt du FIDA 614-GT: 30,0 millions d'USD), qui s'achèvera en 2013 et dont les décaissements atteignaient 5% au 10 octobre 2008; et c) le programme national de développement rural: régions centrale et orientale, approuvé en décembre 2004 (coût total: 34,0 millions d'USD; prêt du FIDA 651-GT: 17,0 millions d'USD). Ce dernier prêt est en attente de l'approbation de l'Assemblée nationale et ne remplit donc pas encore les conditions nécessaires à l'entrée en vigueur.
39. Le portefeuille actuel comprend aussi certaines opérations hors prêts qui sont axées sur de petites actions pilotes d'apprentissage et auxquelles participent des entités socialement responsables du secteur privé guatémaltèque. Plus précisément, une opération concerne le renforcement des capacités et l'assistance technique nécessaire à la promotion de l'accès aux marchés des petits exploitants et des artisans pour l'écoulement des produits traditionnels et nouveaux (AGEXPORT, 2006: 0,2 million d'USD), tandis qu'une seconde opération soutient le transfert de technologies de gestion essentielles au renforcement de la compétitivité des petits producteurs de café et de cacao de Las Verapaces (FUNCAFE, 2008: 0,2 million d'USD).

Programmes dans la réserve

40. Le gouvernement cherche à développer ses programmes de développement rural avec le soutien du FIDA. Une nouvelle opération d'investissement, le programme de développement rural durable dans la région Nord (coût total: 40,4 millions d'USD; prêt escompté du FIDA: 18,4 millions d'USD à des conditions ordinaires), a été conçue pour être présentée en même temps que le COSOP à la session du Conseil d'administration de décembre 2008. Les projets dans la réserve comprendront peut-

être aussi un nouveau programme d'investissement destiné à certaines municipalités du département du Quiché, dont les composantes seront les mêmes que celles du programme de développement rural durable dans la région Nord et qui consolidera les interventions réussies du programme de développement rural et de reconstruction dans le département du Quiché. Ce programme supplémentaire sera: i) conçu pendant l'exécution du COSOP, sur la base de l'expérience acquise et des résultats obtenus sur le terrain; et ii) financé par l'attribution éventuelle d'un prêt du FIDA dans le cadre du SAFFP pour 2010-2012, en fonction de la capacité d'emprunt du gouvernement et des résultats de l'exécution du programme du COSOP.

Portefeuille hors prêts

41. Le COSOP envisage un soutien sous forme de dons pour les activités d'assistance technique et d'apprentissage. Les initiatives suivantes ont été recensées: i) promouvoir les unions d'entreprises indigènes (*Gremialismo empresarial maya*); ii) apporter un soutien aux services techniques agricoles fournis par les associations de petits producteurs indigènes; et iii) soutenir la gestion des connaissances concernant les objectifs stratégiques et l'exécution du COSOP.

Exécution et supervision du programme

42. Les activités stratégiques du COSOP ont un double objectif clairement défini: établir un portefeuille hautement performant de prêts en cours et approuvés représentant globalement des ressources financières substantielles; et lancer une nouvelle génération d'interventions de développement rural dans le pays. L'exécution du programme de pays sera donc axée sur: i) la bonne fin du PRODEVER et la mise à profit des enseignements tirés de son évaluation; ii) le lancement en 2010 du programme de développement rural durable dans la région Nord qui portera sur la même région (nord); et iii) le renforcement de la performance d'exécution des programmes en cours dans les régions ouest, centre et est. Le programme de développement rural dans la région Nord est exécuté par le FONAPAZ, comme le sera le futur programme de développement rural durable dans la région Nord. Les programmes régionaux concernant l'Ouest et le Centre-Est devraient être exécutés directement par le ProRural. Le programme de pays sera exécuté, dans son ensemble, de façon coordonnée par le ProRural.

Alignement du programme

43. Les objectifs, composantes et instruments des programmes du FIDA en cours, qui concernent, par exemple, la décentralisation et la participation au développement local, les entreprises rurales et la commercialisation, les services techniques ruraux, les fonds mixtes d'investissement productif, les services financiers ruraux, la gestion des ressources naturelles, la mise en valeur du capital social et humain, les routes et l'infrastructure rurales, et le renforcement des institutions, sont étroitement et foncièrement liés aux objectifs stratégiques du nouveau COSOP. L'adoption des meilleures pratiques en matière de développement rural et des outils les plus récents de gestion des programmes, exigera des ajustements méthodologiques, programmatiques et financiers destinés à en assurer la cohérence avec le nouveau COSOP et le cadre de gestion des résultats.
44. Ces ajustements nécessaires concerneront: i) la teneur des ateliers de démarrage et autres introductions; ii) le renforcement des méthodes participatives de promotion des programmes et de ciblage social; iii) certaines modifications des activités et des investissements au niveau des composantes, qui n'affecteront pas les objectifs ou la portée du programme, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil d'administration, mais intégreront le nouvel axe stratégique des opérations du COSOP, tel que l'accès aux marchés et les liens avec les entreprises, dans la composante entreprises rurales et commercialisation; iv) des modifications d'ordre financier concernant les prêts afin de supprimer les difficultés de décaissement des prêts imputables à la limitation actuelle des financements de contrepartie; et v) l'amélioration du cadre logique et l'alignement régulier des plans de travail annuels.

Gestion des résultats

45. Le cadre de gestion des résultats du COSOP (appendice III) présente les résultats indicatifs globaux que le FIDA compte obtenir d'ici à 2012 par le biais de ses opérations d'investissement. Ces résultats indicatifs, y compris les objectifs de renforcement des revenus et des patrimoines, seront affinés et validés dans le contexte de l'élaboration en cours des plans de travail annuels pour 2009. Les indicateurs de suivi-évaluation sont également provisoires dans la mesure où les cadres logiques des différents programmes seront alignés sur les objectifs stratégiques du COSOP lors d'un atelier spécial de planification qui se tiendra au Guatemala au début de 2009. Ce travail, qui mettra à contribution les coordonnateurs de programmes et le personnel technique, ainsi que le FONAPAZ, le ProRural, le Secrétariat de la présidence pour la planification et la programmation, et d'autres organismes publics, établira des données de référence solides pour les objectifs du COSOP et les indicateurs de suivi adéquats, conformément aux besoins du SYGRI. Un système global de suivi et d'évaluation du programme du COSOP (et des résultats attendus des différents programmes) sera mis en place à l'appui du suivi en temps utile ainsi que de la programmation et des examens annuels.

Financement du programme

46. Dans le cadre d'ensemble du programme de pays, l'exécution du COSOP sera financée par les montants non dépensés des prêts au PRODEVER (3,6 millions d'USD), au programme pour la région de l'Ouest (28,4 millions d'USD) et au programme pour les régions centrale et orientale (17,0 millions d'USD), atteignant au total 49,0 millions d'USD au 10 octobre 2008. Cette somme s'ajoute à l'allocation au titre du SAFP pour la période 2007-2009 (18,5 millions d'USD). Les ressources supplémentaires correspondent aux financements additionnels obtenus (26,0 millions d'USD) et escomptés de la part du Fonds de l'OPEP (15,0 millions d'USD affectés au programme de développement rural durable dans la région Nord) qui cofinance toutes les opérations du FIDA dans le pays, pour un montant total de 41,0 millions d'USD. Ces ressources complètent les fonds de contrepartie et les contributions des bénéficiaires.

Supervision directe/appui à l'exécution

47. Le programme du FIDA au Guatemala sera attentivement suivi dans son ensemble grâce à une présence plus active sur le terrain et à la supervision directe qui sera mise en place en 2009. Ce suivi et cet appui à l'exécution relèveront du CPP conformément aux directives du FIDA concernant la supervision directe. Ces nouvelles activités ont comporté la nomination d'un consultant de longue durée du FIDA comme fonctionnaire de terrain, qui a pris ses fonctions à la mi-septembre 2008. Cette intensification de la présence du FIDA sur le terrain est aussi essentielle pour: i) la concertation soutenue sur les politiques du pays et les entretiens sur les stratégies; et ii) le développement des alliances stratégiques que le Fonds établit avec ses partenaires nationaux et internationaux.

Mesure des résultats

48. Élaboré pour un pays à revenu intermédiaire qui est confronté à une grave pauvreté rurale et à une forte inégalité sociale, le COSOP veille au suivi de la performance des programmes d'investissement, à la mesure des résultats des interventions et à l'estimation de l'impact sur le développement. Il sera ainsi possible de connaître le nombre de personnes qui ont bénéficié d'améliorations en matière de revenus, d'emploi et de bien-être pendant une période donnée. L'évaluation vise aussi à: i) déterminer comment la pauvreté structurelle pourrait être aggravée par l'impact du changement climatique, la hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie, les crises financières menaçantes et autres dynamiques affectant les interventions du FIDA; et ii) établir si les activités soutenues par le FIDA ont effectivement contribué à renforcer l'impact de l'action gouvernementale, promu l'apprentissage issu de l'expérience du terrain, encouragé la concertation et amélioré l'élaboration des politiques. Pour assurer que les résultats puissent être mesurés,

des systèmes participatifs de suivi-évaluation et de gestion des savoirs, de SYGRI et de suivi spécifique des programmes seront établis et prendront en compte les facteurs clés de la réussite qui font partie des processus d'amélioration et d'assurance de la qualité des programmes du FIDA.

C. Partenariats

Associés gouvernementaux

49. Les principaux partenaires gouvernementaux au niveau de l'administration centrale sont la Direction du crédit public du Ministère des finances publiques, le Secrétariat de la présidence pour la planification et la programmation, et le Conseil de la coopération internationale du Ministère des relations extérieures. Ce sont les institutions qui sont chargées de l'approbation et du suivi de la coopération et des financements internationaux. La Commission nationale de développement rural, le ProRural et le FONAPAZ participent directement à l'exécution et aux opérations des programmes. Le Ministère des communications, des travaux publics et du logement, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, et le Ministère de l'économie interviendront sur le plan normatif et/ou opérationnel dans la gestion des ressources naturelles, la construction/réfection des routes rurales et l'accès aux marchés, le développement des entreprises et la compétitivité rurale. Les organes législatifs, en particulier les commissions de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la gouvernance, joueront un rôle primordial dans l'approbation des prêts du FIDA.
50. Sur le terrain, le FIDA entretiendra des relations avec les gouverneurs départementaux, les maires et les délégués des institutions sectorielles (par exemple, planification et programmation, agriculture, sécurité alimentaire) pour la planification et l'exécution des programmes, et la réactivation des tables rondes sectorielles. Le programme du FIDA visera à établir des accords de coopération et des synergies spécifiques avec d'autres programmes gouvernementaux, en commençant par les initiatives du Conseil pour la cohésion sociale, conformément à la stratégie de réduction de la pauvreté rurale du pays.

Institutions de développement

51. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les organismes de coopération technique jouent un rôle de premier plan dans les opérations que le FIDA met en œuvre dans le pays, par le biais soit d'une collaboration et d'un cofinancement effectifs, soit de consultations. Le Fonds partage généralement les informations sur ses opérations en cours/futures et suit attentivement les stratégies et opérations des pays donateurs, y compris celles de la Banque centraméricaine d'intégration économique, de la Banque interaméricaine de développement et de la Banque mondiale afin de recenser les possibilités de cofinancement des programmes, d'établir des domaines de collaboration/synergie et d'éviter les doubles emplois. Le Fonds de l'OPEP est un partenaire de longue date qui a cofinancé la plupart des programmes du FIDA. Il a également affecté les fonds nécessaires à l'exécution du programme de développement rural durable dans la région Nord. Le FIDA maintient aussi la communication avec les donateurs bilatéraux, qui ont participé aux consultations sur le COSOP. Il s'agit en l'occurrence des organismes d'aide des pays suivants: Allemagne, Danemark, Espagne, États-Unis, Italie, Japon, Suède et Suisse, ainsi que de l'Union européenne.

Partenariats

52. Les principaux partenaires du FIDA dans le pays sont le Programme des Nations Unies pour le développement, organe des Nations Unies sur le terrain et administrateur de certains programmes du FIDA; le Fonds de l'OPEP; et l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA), coordonnateur et agent d'exécution d'activités essentielles d'assistance technique et autres services pour le compte des principaux organismes de développement, y compris le FIDA. L'Agence danoise pour le développement international (DANIDA) et l'Agence des États-Unis pour le

développement international (USAID) promeuvent toutes deux, en collaboration avec l'AGEXPORT et le FIDA, le modèle des liens avec les entreprises. Leur expérience respective de l'appui des microentreprises durables (rurales et écotourisme) et du programme des municipalités exportatrices sera précieuse pour les opérations du FIDA et offre des possibilités de partenariats élargis.

Partenaires d'exécution

53. L'exécution des programmes du FIDA comporte généralement le recours à des sous-traitants et à des prestataires de services techniques spécialisés et autres, notamment des entités locales et nationales, des prestataires de services professionnels, des universités et des intermédiaires en finance rurale. Le FIDA dispose aussi de partenaires dans le secteur privé, par exemple, l'AGEXPORT et le FUNCAFE, qui mettent en œuvre des initiatives pilotes financées par le FIDA. Les autres associés potentiels sont, par exemple, les associations et institutions indigènes (PAFMAYA et l'Institut maya de recherche et de développement); les ONG spécialisées; les organisations de producteurs locaux à titre de fournisseurs de services techniques (Association des organisations de producteurs des Cuchumatanes); les municipalités; les conseils de développement des communautés, municipalités et départements; et les autorités ethniques traditionnelles.

D. Gestion des savoirs et communication

54. L'un des principaux objectifs du COSOP est d'enrichir la base de connaissances du FIDA et de promouvoir l'innovation au Guatemala, tout en recueillant et en diffusant les données issues de nouvelles expériences dans le contexte d'un portefeuille de prêts appuyés par des dons d'assistance technique offrant des possibilités d'apprentissage intégrées et qui se renforcent mutuellement. Toutes les opérations soutenues par le FIDA seront assorties de mécanismes (et de budgets) destinés à recueillir systématiquement et à échanger les expériences acquises dans le pays, dans la sous-région ainsi que dans d'autres pays. Ces activités seront appuyées par des systèmes dédiés de suivi-évaluation et de gestion des connaissances intégrés aux projets et destinés à fournir des données essentielles pour éclairer la concertation au sein des tables rondes compétentes, ainsi que par des opérations de reproduction et d'application à plus grande échelle, entreprises dans le pays et dans le reste de l'Amérique centrale. Les activités interrégionales et de coopération Sud-Sud seront également encouragées.
55. En outre, tous les programmes d'investissement feront partie intégrante des réseaux d'apprentissage relatifs au développement rural patronnés par le FIDA, par exemple: i) ceux qui sont soutenus par la RUTA à l'appui du développement des institutions sectorielles en Amérique centrale; ii) les nouvelles initiatives d'échange d'informations, de suivi-évaluation, d'apprentissage et de gestion des savoirs utilisant l'internet; et iii) le programme régional d'appui à la participation des organisations paysannes et indigènes à la concertation sur l'impact de l'Accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis. Toutes les activités d'apprentissage feront l'objet de publications imprimées ou électroniques et de pages web spéciales rédigées en espagnol et dans les langues indigènes.

E. Cadre de financement SAFF

56. L'allocation au titre du SAFF est examinée chaque année à la lumière des résultats du secteur rural. En 2007, l'évaluation du SAFF a abouti à une note de 3,96 (sur une échelle de 5) pour la performance du secteur rural du Guatemala. Cette note correspond à une allocation totale de 18 463 062 USD pour la période 2007-2009. Les indicateurs utilisés et les notes correspondantes sont présentés dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP

<i>Indicateur</i>	<i>Note du secteur rural année 1 du COSOP</i>
Cadre juridique et réglementaire des organisations rurales	3,94
Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	3,75
Accès à la terre	3,3
Accès à l'eau ou utilisation agricole	3,43
Accès à la recherche et aux services de vulgarisation agricole	3,43
Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,13
Climat d'investissement favorable aux entreprises rurales	4,38
Accès aux intrants agricoles et aux débouchés	5,00
Accès à l'éducation dans les zones rurales	3,83
Représentation	4,5
Allocation et gestion des ressources publiques destinées au développement rural	3,96
Responsabilisation, transparence et corruption dans les zones rurales	3,94
Somme totale des notes	47,58
Moyenne des notes cumulées	3,96
Note des projets à risque	6
Note du pays	3 960
Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)	5 626 908

Analyse de sensibilité

57. Enfin, le tableau 2 donne une estimation des variations hautes et basses, en fonction de la performance de l'exécution dans le pays.

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note projets à risque (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse faible	5	3,66	-23%
Hypothèse de base	6	3,96	0%
Hypothèse forte	6	4,26	7%

F. Risques et gestion des risques

58. Les risques mentionnés ci-dessous ont été recensés lors des consultations sur le COSOP et de l'examen du SAFP. La mission du COSOP a initialement établi les hypothèses suivantes sur lesquelles sont fondés les objectifs stratégiques: i) le programme gouvernemental de développement rural et de réduction de la pauvreté maintient les priorités fixées; ii) la stabilité sociale et économique du pays est préservée; et iii) les marchés sous-régionaux et les autres débouchés extérieurs des produits traditionnels et nouveaux favorisent la croissance de la production du pays.
59. Les mesures suivantes devraient permettre d'atténuer le risque d'affaiblissement de l'intérêt et de l'engagement du gouvernement: i) réactivation prévue des tables rondes sur le développement rural; ii) chaque programme d'investissement est assorti de stratégies de gestion des savoirs et de communication; iii) appui au

renforcement des capacités de planification aux niveaux municipal et départemental; et iv) mise en valeur générale du capital social et humain conduisant à une amélioration de la performance de l'audit social. En outre, le renforcement de la présence du FIDA dans le pays et la supervision directe contribueront à soutenir l'engagement du gouvernement et des autres parties prenantes. En ce qui concerne le fonctionnement et l'évolution des débouchés extérieurs de certains produits, les systèmes d'information sur les prix et les perspectives commerciales devront être encouragés, de même que la pleine utilisation des technologies, en expansion rapide au Guatemala (par exemple, le téléphone portable). Il sera nécessaire également de poursuivre la recherche proactive de créneaux commerciaux à l'exportation.

60. En raison de l'extrême vulnérabilité du Guatemala aux catastrophes naturelles, les mauvaises conditions climatiques de longue durée représentent un risque supplémentaire. Elles pourraient avoir une incidence négative sur les progrès accomplis en matière de développement rural et de réduction de la pauvreté. Pour atténuer ce risque, toutes les opérations devront prêter attention à la production durable et la gestion des ressources naturelles, dans le cadre de la stratégie générale d'expansion de l'infrastructure économique et sociale et de la croissance économique régionale.
61. Le risque de retard dans le démarrage des programmes d'investissement persiste. Il y a eu, dans le passé, des cas de retard dans l'approbation et la ratification des prêts par le Congrès. Ce risque est immédiat: la dernière opération du FIDA n'est pas encore entrée en vigueur et les prêts des autres donateurs rencontrent le même obstacle. À cet égard, les informations concernant les objectifs stratégiques du COSOP et la performance des programmes du FIDA continueront d'être partagées avec les acteurs clés des organes législatifs et exécutifs du pays ainsi qu'avec la société civile dans son ensemble.

Stratégie en matière de durabilité

62. Enfin, la durabilité de toutes les activités et de tous les investissements du programme du COSOP sera recherchée systématiquement par les voies suivantes:
 - i) concertation active sur les politiques et les stratégies du pays; ii) promotion des organisations communautaires et des capacités de planification au niveau municipal;
 - iii) stimulation de l'esprit d'entreprise et des initiatives microéconomiques privées émanant des producteurs organisés; et iv) établissement d'alliances avec des entités clés du secteur privé dans une perspective globale de modernisation et de compétitivité du secteur rural.

COSOP consultation process

I. The COSOP formulation and consultation process

1. The present results-based Country Strategic Opportunities Programme (COSOP) reflects the intensive dialogue between the country programme management of the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the authorities of the Government of Guatemala (GOG). The COSOP demonstrates as well the communication that is maintained with major rural development stakeholders and partners, including bilateral and multilateral development institutions, civil society and key entities of the socially-responsible private sector. The strategic opportunities programme is thus the outcome of: (i) GOG's direct involvement in the COSOP formulation process; (ii) extensive consultations with current and potential client-beneficiaries of IFAD-financed programmes; and (iii) discussions with main representatives of the private sector, the legislative, peasant indigenous organizations, producer associations and the donor community, at departmental, municipal and local levels.
2. The COSOP formulation exercise for Guatemala aimed, in the first place, at addressing the country's broader issues of rural development, encompassing predominantly: territorial development and decentralization; municipal and microwatershed planning; migration and remittances; soaring food price increases; rural women and youth development; environmental degradation/vulnerability and risk mitigation to natural disasters; agricultural competitiveness and market access for smallholder products; and information technology for rural development. It was also concerned with integrating both the IFAD's Strategic Framework 2007-2010 and Guatemala's rural development policies and strategies into the COSOP's strategic objectives whilst building a fresh pipeline of relevant investment projects.

The consultation process

3. A COSOP formulation and consultation exercise was undertaken in Guatemala in two phases, consisting of an in-country mission preparation and initial dialogue with Government authorities (March 2008) followed by field visits and consultation activities carried out in various regions of the country (April 2008). In this process, the principal sectoral actors, including the potential clients-beneficiaries of future operations, provided key elements of sectoral diagnostic, examples of unmet development demands, and other important inputs for the elaboration of the COSOP's Strategic Objectives.
4. Key meetings were held in the capital of the country, involving the main government entities, the institutions responsible for the implementation of IFAD-financed programmes, the development agencies present in the country, and IFAD's private sector partners. These meetings were critical to discuss the country's main constraints and opportunities for rural development and poverty alleviation, at the same time that the IFAD mission obtained direct information and documentation on the Government's Development Plan and its new policies and strategies. The key national institutions, included: (i) the National Rural Development Commission and the National ProRural Programme; (ii) the executing entities of IFAD programmes, the National Fund for Peace (FONAPAZ), and the Ministry of Agriculture, Livestock and Food (MAGA); (iii) the International Development Cooperation Council, composed by the Ministry of Foreign Affairs (MIRE), the Secretariat for Planning and Programming of the Presidency (SEGEPLAN), and the Ministry of Public Finance (MINFIN); and (iv) the Secretariat for Agrarian Affairs (SAA), among others.
5. The mission also had the opportunity to attend the annual general assembly of the indigenous umbrella organization Mayan Forestry Plan (PAFMAYA) and the Mayan Institute for Research and Development (IIDEMAYA), in which diverse indigenous

peasant organizations manifested their development perspectives to the Government, and made, accordingly, specific programme proposals for the advancement of the country's indigenous peoples.

Field consultation and workshops

6. During the second phase of the formulation process, a field mission was undertaken through the diverse agroecological regions of the country, in order to obtain first-hand information on the living conditions of the rural populations and to identify both the IFAD target groups and potential areas for future investment programmes. In consequence, the mission team held meetings with the lady Governor of the Alta Verapaz Department, and the mayors and technical staff of various departments/ municipalities, including: Huehuetenango, Chiantla, Chahal, Chisec, Cobán, Rabinal, San Juan Chamelco and Villa Canales. Other meetings took place with the delegates of national institutions at regional and departmental levels, i.e., SEGEPLAN, MAGA, the Land Fund, the Ministry of the Environment and Natural Resources (MARN), the Secretariat of Food Security and Nutrition (SSAN), etc. In addition, technical workshops were held in rural settings with the participation of local authorities, community development council members, representatives of NGOs and producer associations, civil society, and the management and technical staff of the Fund's ongoing programmes.

Mission wrap-up meetings

7. A special meeting was held at the office of the United Nations Development Programme (UNDP) with representatives from major donors (e.g., Denmark, Germany, Italy, Japan); the management of the main agricultural private sector groups (agricultural exporters, sugar and coffee growers, etc.); and other agencies of the United Nations. The encounter of the representatives of this diverse entities involved in the country's development with the COSOP team, represented a meaningful opportunity to achieve a comprehensive view of the country's ongoing development activities and intervention harmonization needs. In addition, the presentation made by the Country Programme Manager in the First Coffee Growers Congress, held under the theme of Health, Education and Food Security, represented a valuable occasion to broadly share the objectives of the COSOP mission while taking note of the challenges faced by the Government to achieve the Millennium Development Goals.
8. A closing workshop was held with the presence of all principal stakeholders, in which the COSOP's preliminary profile was discussed. Finally, to conclude the consultation process, a meeting was held in IFAD (May 2008) to present the results of the COSOP mission. In addition to the members of the Country Programme Management Team (CPMT), present in this meeting were the Ambassador of the Republic of Guatemala in Italy and the country representative at the United Nations organizations in Rome.

Key strategic issues

9. The consultation exercise led to a series of conclusions and recommendations on a wide range of rural development/ poverty alleviation issues and problems, which represented a key input in the definition of the COSOP's strategic objectives and instruments of intervention. The principal issues analysed included: (i) the lack of basic services (health, education) and social and economic infrastructure (water, sanitation), together with the isolation of rural and indigenous communities (rural communication and roads); (ii) the need for the provision of agricultural production inputs and technical services, and the eradication of unsustainable agricultural practices; (iii) the importance of expanded access to local, regional and export markets; (iv) the distinct developmental constraints faced by women and young people in the rural areas, including those related to family household work, and to the opening of employment opportunities and access to technical and higher education; (v) the weaknesses of the decentralised territorial development system

and the lack of government's budgetary funds at departmental and municipal levels; (vi) the lack of sectoral and intersectoral coordination among government entities; (vii) the Government's concern for an inclusive and intercultural development process, aiming its efforts at the municipalities/ communities facing extreme poverty and poverty conditions; (viii) the recommendation to focus all development efforts not only on the constraints but on the potential and opportunities of poor rural people; (ix) the imperative to create remunerated (agricultural and non agricultural) jobs and thus facilitate the development of rural businesses and microenterprises; and (x) the importance of addressing the emerging problems of climate change, food security and soaring price increases both from a subregional (Central American) and country perspectives.

II. Perspectives for rural development and poverty reduction

10. An initial evaluation of Guatemala's perspectives for rural development and poverty reduction, led to the following conclusions. **Strengths** of current policies, strategies and programmes comprise: (i) a Government Plan that is explicit about the severe problems of poverty, marginality and lack of development opportunities in the country; and of the ways and means the Government intends to address these problems; (ii) a democratic institutional framework that has been maintained over recent years, following the Peace Accords, and from which the present elected administration emerged. The country counts as well, as a result of its decentralization policies, with an established system of development councils, which are representative in the community, municipal, departmental and national domains (COCODEs, COMUDES, CODEDEs); and (iii) this year's establishment of the National Social Cohesion Council and the National Rural Development Commission, which represent the instruments of a new strategy for poverty alleviation in the country. These two entities may become the pillars for social development, on the one hand, and for economic development and rural competitiveness, on the other. These new bodies could also become the pivot for sectoral and intersectoral coordination at municipal, departmental and national levels.
11. **Weaknesses** to highlight include: (i) firstly, the limited capacity of the State to face the principal obstacles to social and economic development, a situation that is demonstrated by the insufficient sectoral and intersectoral coordination; (ii) public expenditures in key sectors and areas, such as health and education, which are dramatically low and severely insufficient in view of the country's generalised low human development levels; (iii) the existing pattern of land distribution, a resource that is concentrated in very few families, and the origin of the recent increase in agrarian conflicts. This problems result, in part, from the uncertainty and lack of information related to the objectives and scope of the Government's land administration programmes; (iv) an increased environmental degradation, notably due to the generalized *slash-and-burn* practices and the illegal exploitation of forestry resources. This situation gets manifested through an increased vulnerability to natural disasters and the devastating impact of recent storms; (v) an informal economy that is larger than the formal economic establishment, and poverty levels that are the highest among Central American countries; and (vi) lastly, but to be highlighted, the fact that Guatemala is a country with significantly high inequality in terms of income, productive assets and overall development opportunities. This inequality is marked between men and women; and between indigenous and non-indigenous people. Women and female children, principally in rural and indigenous areas, suffer a structural subordination in economic and social terms, as it is dramatically confirmed by health and education indicators. This latter situation is a burden most acknowledged by development agencies and one which needs to be eliminated as a necessary condition for integral social and economic advancement in all regions of the country.

12. **Opportunities** for economic growth –which are a prerequisite to generate the economic and financial resources to achieve the millennium development goals and the favourable conditions for further social development and rural poverty reduction–, are offered, in general, by: (i) the ongoing process of subregional Central American integration; (ii) the launching of, and initial achievements under the Central American Free Trade Agreement; and (iii) the processes of trade liberalization, in general, and the opening of European and Asian markets, in particular. These commercial undertakings have a direct impact on the expansion of traditional and non-traditional exports, as the engine for the generation of employment and incomes and a higher competitiveness of national products in international markets. Specific potentials in this latter regard are the diversity of microclimates and the abundance of labour in the rural areas, which allows the diversification of agricultural products in distinct market niches and seasonal counter-cycles throughout the year; and the strategic geographical location of Guatemala for the transport of fragile and perishable products to North American and European markets.
13. Other opportunities which deserve mentioning are: (i) the joint approach and commitment manifested by the Presidents of Central America towards regional food security, the integration of norms and targets for sustainable agricultural production and the conservation of natural resources; and (ii) the monetary remittances of Guatemalan migrants, which despite the contemplated risk for their reduction as a consequence of more strict controls in the Mexican and USA borders, they do guarantee meeting the basic needs of thousands of families. These remittances arrive to the country's families normally in small monthly sums of money which, nevertheless, contribute directly to activate the local and regional economies of their communities. They also represent a considerable aggregate amount of resources for the functioning of the national economy.
14. The vast cultural wealth and ethnic diversity of the country should also be highlighted, together with the great value and variety of handicrafts produced by the indigenous peoples, and the wide biodiversity of Guatemala's territories. These three elements constitute a true and valuable patrimony held by the traditional indigenous owners, and a potential element for their social and productive capitalization. Taking advantage of these resources requires systematic and dedicated efforts oriented towards human and social capital development and the promotion of entrepreneurial capabilities within the indigenous populations; altogether in a context of sustainable management and preservation of these cultural and natural assets.
15. Finally, identified principal **threats** are the following: (i) the acute conditions of malnutrition and food insecurity in which thousands of families survive across the country, principally in the regions and municipalities characterized by other equally severe poverty and marginality indicators. This condition of undernourishment continues to affect over 50 per cent of all children below five years of age –a worst case situation across the globe; (ii) the persistent poverty and the vulnerability of the indigenous and rural communities both to natural disasters, as adverse manifestations of climate change, and the increasing prices of food and production inputs; and (iii) the limited access to the whole of social and production assets and infrastructure in the rural areas. This latter situation is manifested by the high fragmentation of productive parcels and the low productivity of lands, and by the severe rural unemployment. These circumstances contribute to permanent internal labour flows for seasonal crop harvesting and the constant migration of Guatemalans seeking employment in Mexico and the USA.

Country economic background

Land area (km2 thousand) 2006 1/	108
Total population (million) 2006 1/	13.03
Population density (people per km2) 2006 1/	120
Local currency GTQ (Quetzal)	

Social Indicators

Population (average annual population growth rate)	2.5
2000-2006 1/	
Crude birth rate (per thousand people) 2006 1/	34
Crude death rate (per thousand people) 2006 1/	6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2006 1/	31
Life expectancy at birth (years) 2006 1/	70
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	n/a
Poor as % of total rural population 1/	n/a
Total labour force (million) 2006 1/	4.25
Female labour force as % of total 2006 1/	31

Education

School enrolment, primary (% gross) 2006 1/	114
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2006 1/	n/a

Nutrition

Daily calorie supply per capita	n/a
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 2/	54
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 2/	23

Health

Health expenditure, total (as % of GDP) 2006 1/	5 a/
Physicians (per thousand people)	n/a
Population using improved water sources (%) 2004 2/	95
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	86

Agriculture and Food

Food imports (% of merchandise imports) 2006 1/	10
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2006 1/	1 379a/
Food production index (1999-01=100) 2006 1/	115
Cereal yield (kg per ha) 2006 1/	1 501

Land Use

Arable land as % of land area 2006 1/	13 a/
Forest area as % of total land area 2006 1/	36 a/
Irrigated land as % of cropland 2006 1/	6 a/

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2008

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2007/2008

GNI per capita (USD) 2006 1/	2 590
GDP per capita growth (annual %) 2006 1/	2
Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/	7
Exchange rate: USD 1 = GTQ	7.41

Economic Indicators

GDP (USD million) 2006 1/	35 325
GDP growth (annual %) 1/ 2000	3.6
2006	4.5
Sectoral distribution of GDP 2006 1/	
% agriculture	22
% industry	19
% manufacturing	13
% services	59

Consumption 2006 1/

General government final consumption expenditure (as % of GDP)	6
Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	90
Gross domestic savings (as % of GDP)	4

Balance of Payments (USD million)

Merchandise exports 2006 1/	6 025
Merchandise imports 2006 1/	11 920
Balance of merchandise trade	-5 895
Current account balances (USD million) before official transfers 2006 1/	-5 774
after official transfers 2006 1/	-1 592
Foreign direct investment, net 2006 1/	354

Government Finance

Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2006 1/	-2
Total expenditure (% of GDP) 2006 1/	n/a
Total external debt (USD million) 2006 1/	5 496
Present value of debt (as % of GNI) 2006 1/	18
Total debt service (% of GNI) 2006 1/	2
Lending interest rate (%) 2006 1/	13
Deposit interest rate (%) 2006 1/	5

COSOP results management framework

COUNTRY STRATEGY ALIGNMENT	KEY RESULTS			INSTITUTIONAL/ POLICY OBJECTIVES
Poverty Reduction Strategy and Targets	Strategic Objectives	Outcome that IFAD Expects to Influence	Milestone Indicators	Policy Dialogue Agenda
<p>General Objective: Orient/integrate all social development actions/resources towards: generating employment, combating poverty, accessing basic infrastructure, and maintaining harmonious relationships –within a framework of fundamental liberties, social justice, equity and citizen participation–, to increase all Guatemalans’ quality of life</p> <p>Specific Objectives: (i) Combating poverty while fulfilling the Peace Accords, the Law of Social Development, and the MDGs Targets; (ii) Generating the necessary conditions for the creation of employment, productive projects and financing for social growth; (iii) Developing the country’s production capacities of goods/services, including basic services and social and productive infrastructure; (iv) Guaranteeing productivity through training/ formation and technical/financial assistance in support of micro and small enterprises; and (v) Strengthening environmental policies to conserve/ develop the country’s natural resources, sustainably.</p>	<p>SO1: Promoting market-driven agricultural and non-agricultural rural business and microenterprise development. This is the principal strategic objective. This SO will be achieved through: (i) support to the establishment and consolidation of local and external markets, production chains and microenterprises; (ii) the expansion of technical, managerial and rural financial services seeking improved productivity of food and higher value crops, the diversification of traditional and non-traditional products, and rural business competitiveness; and (iii) the extension of the rural road network in priority regions.</p> <p>SO2: Developing social and human capital. In support of SO1, this objective aims at: (i) building entrepreneurial capacities and enhancing the talent of rural and indigenous women and young people; (ii) supporting the legal consolidation and improved performance of economic associations; and (iii) enhancing community organization.</p> <p>SO3: Enhancing pro-poor rural policy dialogue and sectoral planning. This objective seeks to: (i) strengthen participatory planning and the proactive involvement of communities in development councils; (ii) promote sectoral coordination that responds to the needs of target groups; and (iii) facilitate the participation of peasant indigenous organizations in rural development policy dialogue.</p>	<p>COSOP overall objective: The target groups increase their agricultural and non-agricultural production, employment and incomes through better linkages to production chains and greater market access</p> <p>Selected Indicative Results by 2012 (*):</p> <p>45 000 poor rural families have improved their income and increased their patrimony by more than 20%; <i>200 rural businesses/ microenterprises access markets and operate sustainably after three years;</i> <i>2000 new jobs (80% for rural/ indigenous youth) created through established businesses;</i> <i>65 productive projects created by women’s groups (including young women and household heads), operating sustainably and through the markets;</i> 20% of clients-beneficiaries (male and female) with access to rural financial services; <i>2000 households access water through construction of water harvesting and storage devices;</i> <i>220 km of new rural roads;</i></p>	<p>No of families with their incomes increased through productive project participation; No. of rural businesses and enterprises established, their business plan supported, and with market access; No. of jobs created through rural business expansion (by gender/ age); No of families that participate in the activities of diverse project components; No. of targeted smallholders that improve their agricultural production/ productivity; No. of women included in economic organizations and number of them, in leadership positions; No. of municipalities with their rural development planning, monitoring and evaluation capacities enhanced; No. of local, municipal, departmental development councils strengthened.</p>	<p>Main issues to be addressed in the context of reactivated rural development round tables (<i>Mesas de Dialogo</i>), at municipal, departmental and national levels, <i>inter alia</i>, relate to: (i) the sectoral and intersectoral coordination of Government entities at national, departmental and municipal levels; (ii) the strategic objectives espoused by this COSOP; (iii) the impact of soaring food prices and climate change on the household economies of the Fund’s target groups; (iv) the establishment of mechanisms for the dissemination/ exchange of development best practice; and (v) the timely identification of programme implementation constraints and the consequent problem solving.</p>

9

<p>Strategic Axes: Priority action on the poorest people; gender equity; investments on infants and children; interculturality; ethics and moral; environmental conservation; citizen's participation; and protection of human rights.</p> <p>BASELINE: Population (2008): 13.6 million; 41% indigenous/ 59% non-indigenous; 48.9% male/ 51.1% female; 54% rural/ 46% urban.</p> <p>Poverty: Poor population: 51%, of which: 35.8% are poor; and 15.2%, extremely poor. This poverty is concentrated in rural areas (approx. 70%).</p> <p>Human Development Index: 0,689 (2007), places Guatemala in the 118th position among 177 countries. It is the lowest in Central America.</p> <p>TARGETS: Poverty indicators (2012): Rural poverty reduced from 70% to 60% Malnutrition reduced by 5%</p> <p>IFAD's contribution to target by 2012: Client-beneficiaries taken out of poverty: Approximately 45 000 families.</p>	<p>Transversal concerns: Reduced vulnerability to the impact of climate change, basic food price increase and other external economic factors; affirmation of the multicultural/ multilingual identity of the country's indigenous peoples; and greater gender and intergenerational equity, through the social and economic empowerment of rural women and young people. The overall intervention strategy is also based on: partnership building with the private sector and other stakeholders, cofinancing and cooperation with the donor community, and adherence to the principles of the Paris Declaration for aid effectiveness.</p> <p>Action Strategy: To address the distinct needs of communities, municipalities and the diverse ethnic populations, while utilising dedicated social and geographic targeting mechanisms, the COSOP programme will be executed through a two-pronged and complementary strategy: (i) expansion of development investments and action in selected, priority communities and municipalities, currently not serviced by any development project (<i>Inclusion to Development strategy</i>); and (ii) consolidation of investments made in the more advanced zones of action of the ongoing IFAD programmes, under a strategy of business consolidation, entrepreneurial chains and market access of rural microenterprises (<i>Rural Modernization strategy</i>).</p>	<p><i>500 km of rural roads rehabilitated;</i> <i>100 Rural communities with all-weather road access, enabling them to market their produce;</i> <i>50 municipalities enhance their rural development planning, monitoring and evaluation capacities.</i></p> <p>(*) Indicative figures of aggregate results of what IFAD expects to accomplish by 2012 through the implementation of all its investment programmes. The figures will be refined and validated through the formulation of annual programmes of work 2009 and a special planning workshop.</p>		
---	--	---	--	--

Previous COSOP results management framework

	STATUS AT COSOP DESIGN	STATUS AT COMPLETION	LESSONS LEARNED
<p>A. COUNTRY STRATEGIC GOALS:</p> <p>The pillars of <i>Vamos Guatemala!</i>: (i) <i>Solidarity</i>, focused on human capital, basic services and rural infrastructure; (ii) <i>Growth/ competitiveness</i>, aimed at accelerating growth through trade expansion, business climate improvements, private participation in infrastructure, financial sector reform and promotion of SMEs; and (iii) <i>Environmental sustainability</i>, seeking the conservation and sustainable utilization of the country's natural resources.</p> <p>Key strategic objectives of the Government Plan (2004-2007): (i) genuine human development, reduce poverty, strengthen public participation and foster decentralization.</p> <p>Areas of Action: Education, health, housing, multiculturalism and intercultural communication, employment, gender, vulnerable groups, agriculture, the environment, transportation and communications.</p>	<p>Economy Population: 12.1 million GNI per capita (2001): US\$1670 GDP Nominal (2003): US\$24,884 million Agriculture contribution to GDP (2001): 22.8% Exports (2003): US\$3,060 million Total debt service (as a % of exports of goods, services and income): 8.4% (2000) Workers remittances (2000): US\$596 million</p> <p>Poverty National poverty rate/ Extreme poverty: 57%/ 16% Poor as a % of total rural population: 87% (2001) Gini coefficient: 0.56 Human Development Index (2003): 0.663 Ranking 117/177</p>	<p>Economy Population: 13.6 million GNI per capita (2006): US\$2590 GDP Nominal (2007): US\$42,214 million Agriculture contribution to GDP (2006): 22.2% Exports (2007): US\$6,940 Total debt service (as a % of exports of goods, services and income): 4.8% (2006) Workers remittances (2006): US\$3.6 billion</p> <p>Poverty National poverty rate/ Extreme poverty: 51%/ 15.2% Poor as a % of total rural population: 72% (2006) Gini coefficient: 0.58 Human Development Index (2007): 0.689 Ranking 118/177</p>	<ul style="list-style-type: none"> Over the past decade, the drop in poverty incidence in Guatemala was somewhat slower than might have been predicted by the economic growth rate, largely because growth in rural areas – where most of the poor are concentrated – has been slower than in other areas. For the most part poverty and vulnerability in the country is associated with chronically low consumption rather than high volatility of consumption, highlighting the importance of building the assets of the poor, rather than income transfer mechanisms. Guatemala's high poverty and relatively poor social indicators can be traced in large part to a highly unequal distribution of incomes, resources and opportunities. Despite some socioeconomic progress (e.g., HDI), the incidence of poverty remains almost three times greater in rural than in urban areas.

<p>B. COSOP STRATEGIC OBJECTIVES:</p> <p>Strategic Objectives (COSOP 2003-2007):</p> <p>The IFAD's strategic country programme focused on supporting the improvement of the social, political and economic conditions of vulnerable rural populations and indigenous peoples, under three strategic axes: (i) human and social capital development; (ii) employment and income generation; and (iii) the strengthening of the institutional framework of the Ministry of Agriculture, Livestock and Food.</p>	<p>Elements of approach to rural development:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Increased production/ commercialization, employment and income (commercialization components); 2. Natural resources management/ steep-sloped agriculture; 3. Training of young people; 4. Gender equity; women-gender support/ reduction of household work load 5. Rural roads / social infrastructure 6. Institutional support to MAGA 7. Separate implementation of components 8. Country programme implementation in phases 	<p>Elements of approach to rural development:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Market access, production, employment and income (<i>entrepreneurial linkages</i>); 2. NRM with a focus on soil and water conservation, and vulnerability reduction to impact of climate change on smallholder agriculture; 3. Human capital development/ fostering the entrepreneurial talent of young people 4. Capitalization of rural and indigenous women/ development of entrepreneurial capacity/ reduction of household work load 5. Wider scope of social and economic infrastructure (the "drivers of economic growth" approach) 6. Institutional support to at municipal, departmental and national levels 7. Integrated implementation of components in support of a master line of action (e.g., access to markets/ business development) 8. Country programme of various programmes implemented simultaneously under ProRural 	<p>COSOP Experience. They relate to the: (i) combined execution of the lending programme and technical assistance/ learning grants; (ii) coordinated work at municipal level in NRM and the strengthening of rural development planning and women's development promotion units; and (iii) association with indigenous peasant organizations in the promotion of young people's development, and with second-level associations of indigenous producers in the delivery of technical services.</p>
<p>C. IFAD OPERATIONS</p>	<p>Ongoing:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Programme for Rural Development and Reconstruction in the Quiché Department 2. Rural Development Programme for Las Verapaces <p>Proposed:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. National Rural Development Programme: The Western Region 2. National Rural Development: The Eastern Region 3. National Rural Development: The Country 	<p>Ongoing:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Rural Development Programme for Las Verapaces 2. National Rural Development Programme: The Western Region 3. National Rural Development: The Central and Eastern Regions <p>Proposed</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sustainable Rural Development Programme for the Northern Region; 2. A new investment programme in the Quiché Department 	<p>IFAD Operations' Experience:</p> <p>(i) coexecution with beneficiary organizations providing technical services; (ii) importance of focusing on market demands prior to expanding production and productivity; (iii) establishment of strategic alliances with specialised entities of the private sector for export operations; (iv) local government participation in key development actions, i.e., sectoral planning, promotion of the gender approach, rehabilitation of natural resources, etc.; and (v) the expansion of forestry coverage through the flexible allocation of subsidies under diverse land tenure arrangements. Other lessons relate to the positive, social and economic impact of rural road networks; the importance of flexible</p>

			programme design; and the need to link the actions of various components under a primary line of action.
D. IFAD PERFORMANCE 1. Policy Dialogue 2. Partnerships 3. Portfolio Performance	<p>1. Policy dialogue conducted on the need to establish a country programme, as opposed to isolated and not coordinated individual projects</p> <p>2. Partnerships with OFID</p>	<p>1. National Programme for Rural Development established with IFAD support.</p> <p>2. Partnerships established with OFID, entities of the private sector and with peasant indigenous organizations and producer associations</p> <p>3. Moderately-satisfactory to satisfactory, according to the parameters of the Fund's portfolio monitoring systems. Delayed loan signing and effectiveness persist. Lack of counterpart funding.</p>	<p>1. IFAD should maintain a more continued presence in the country in order to participate more actively in policy dialogue with the Government and engage in consultations with the development partners.</p> <p>2. Partnerships with the private sector facilitated the development of the entrepreneurial linkages model, adapted to the needs of smallholders and microentrepreneurs</p> <p>3. Portfolio performance: (i) the need to design new projects together with the formulation of their pre-implementation strategies, inclusive of project-launching and procurement plans, in order to expedite implementation; (ii) the validity of external financing of all programme investments (net of taxes and duties), as a mechanism for timely loan disbursements;</p>

Project Pipeline

Programme concept note

Sustainable Rural Development Programme for the Northern Region (PRODENORTE)

I. Introduction and Justification

1. **Rationale.**- The Northern region of Guatemala maintains a high incidence of rural poverty, localised in most municipalities, affecting the identified target groups of indigenous and rural communities who are involved in smallholder family agriculture based on either (primarily) subsistence or market-oriented production, the landless, wage labourers, agricultural and non-agricultural microentrepreneurs, traditional handcrafts artisans, and rural women and young people. These target groups generally count with low levels of human and social capital, limited access to land and other productive assets, and highly deficient transport and communication infrastructure, and thus a low capacity to generate income. These are principal factors determining their low living conditions, and their social, economic and environmental vulnerability, including the increasing impact of climate change on their rainfall-based subsistence agriculture.
2. These target populations survive applying traditional practices and technologies, including (*slash-and-burn*) to basic grains production on degraded lands and forested territories, and they have not received sufficient attention and support from government programmes – as it is demonstrated by the low coverage and quality of educational and health services, high food insecurity and severe malnutrition. These same populations, mostly of Mayan indigenous origin, hold an intimate knowledge of their closer agroecological environment, are attached to the land, seek remunerated employment in seasonal agricultural work and non agricultural activities; and their patrimony comprises natural landscapes and forests that produce, without material compensation, environmental services to the Guatemalan society at large. In response to these constraints and opportunities, the proposed programme's strategy is framed within the country's national development plan and GOG's commitment to eliminate the conditions of extreme rural poverty and to fulfil the Millennium Development Goals.

II. Programme Area and Target Group

3. **Programme area.**- The selected programme area will comprise 19 municipalities of **Guatemala's** Northern region: (i) nine municipalities of the Department of Alta Verapaz and four municipalities of Baja Verapaz (covered under the IFAD-supported Rural Development Programme for Las Verapaces – PRODEVER); (ii) specific zones of five additional municipalities of Alta Verapaz, which face several developmental constraints; and (iii) the microregion V of the municipality of Ixcán, in the northeastern part of the Department of Quiché. The programme area also covers the natural protected area of La Chua, located in the northern part of the municipality of Cobán (Alta Verapaz), which is under increased threat of encroachment and depredation, due to the poverty of the surrounding populations, the expanded exploitation of forest and oil resources in the region, and the proposed construction of a main road.
4. **Target group.**- The programme's target groups include: subsistence agricultural producers, emerging commercial agricultural producers, landless farmers/ wage labourers, agricultural and non-agricultural microentrepreneurs, traditional handcraft artisans and rural women and young people. The programme will directly

benefit 25,000 households and indirectly reach 53,000 households including those benefiting from rural roads and social infrastructure.

III. Programme Objectives

5. **Programme objectives.-** The programme's overall goal is to improve the living conditions of the targeted population. Its specific objective is to increase beneficiaries' incomes and employment opportunities through better linkages to production chains and greater access to markets. This will be facilitated through the enhancement of social and human capital; the expansion of social and economic infrastructure; the increase of sustainable production/ processing and value-adding capacity as the conservation and rational utilization of natural resources is pursued within a context of sectoral planning and action coordination at municipal and departmental levels.

IV. Ownership, Harmonization and Alignment

6. The programme is aligned with the country's development plan 2008-2011 as pertaining to rural development, food security and poverty alleviation. It is also **consistent** with the asset-building approach and objectives of IFAD's Strategic Framework 2007-2010 and the strategic objectives and main thrusts of the results-based Country Strategic Opportunities Programme (COSOP). These objectives consist: (i) Promoting market-driven agricultural and non-agricultural rural business and microenterprise development (principal SO); (ii) Developing social and human capital; and (iii) Enhancing pro-poor rural policy dialogue and sectoral planning.
7. The programme's design considers as well the following transversal concerns: Reduced **vulnerability** to the impact of climate change, basic food price increase and other external economic factors; the affirmation of the multicultural and multilingual identity of the country's indigenous peoples; and greater gender and intergenerational equity, through the social and economic empowerment of rural women and young people. The overall intervention strategy is also based on: partnership building with the private sector and other stakeholders, cofinancing and cooperation with the donor community, and adherence to the principles of the Paris Declaration for aid effectiveness.

V. Programme Components

8. **Human and Social Capital Development.-** The component aims at supporting the social and economic processes of communities and organizations in the programme area, seeking to strengthen their management and decision-making capacities and promote overall integrated planning at municipal and departmental levels. Activities will include: organizational training and development support targeting rural communities; community-defined social infrastructure works; affirmative action development in the form of investments for rural women and young people; intercultural communication and training in Mayan languages; and scholarships and other educational support for rural students.
9. **Sustainable Production and Natural Resource Management.-** The **programme** will increase the productive capacity of poor smallholders and discourage the use of inappropriate practices (e.g. slash and burn techniques). To this end it will promote sustainable soil and water management under the prevailing steep-sloped agriculture conditions, and introduce techniques to mitigate the local impact of climate change on agricultural production. Selected activities will include: support to organized producers for the formulation of sustainable agroforestry production plans; training and technical assistance through co-executing entities, particularly associations of local producers acting as technical service providers; allocation of coinvestment funds on a competitive basis as incentives for sustainable production and the rehabilitation of natural resources, etc.

10. **Markets Access and Rural Business Development.-** This component, which represents the master line of action of the proposed programme, will foster the **development** of entrepreneurial capacities while promoting the creation and modernization of competitive and financially-sustainable rural businesses and microenterprises (both agricultural and non agricultural), from an entrepreneurial chain and market access perspective thus contributing to the generation of incomes and employment for the rural households. This will be achieved through three sub-components: market access; promotion of microenterprises and rural businesses; and rural financial services. Principal activities include: (i) the insertion of organized producers, commercialization agents and exporters into the local, national and regional markets, with quality products, through specialized schemes of technical and business support and coinvestment funds targeted to their organizational capacity and capitalization levels; (ii) the generation of entrepreneurial capacities of rural and indigenous women and young people, and the promotion of indigenous entrepreneurial association; (iii) the required support for the creation of new enterprises, based on actual market demands, through the formulation of business plans and the allocation of competitive coinvestment funds for value aggregation and market access; and (iv) the expansion of rural financial service coverage and the availability of financial service products, taking advantage of the existing technical and financial services in the programme area, through the application of coinvestment resources from an innovation fund.
11. **Rural Roads and Social Infrastructure.-** In response to one of the most pressing developmental constraints of the programme area, investments under this component will focus on: (i) opening new segments of rural roads, according to priority municipal needs, seeking to facilitate the integration of peoples and communities into the country's main social, commercial and economic streams; and (ii) expanding basic community infrastructure while introducing key labour and firewood saving devices.
12. **Programme Coordination and Institutional strengthening.-** This component will **facilitate** the effective programme's execution, through results-based management and the systematization of project implementation experiences. The component will also promote institutional strengthening and sectoral coordination at municipal and departmental levels. Activities comprise: the establishment and operation of the Programme Management Unit and of a dedicated system for planning, programming, monitoring and evaluation; support to the strengthening of municipalities in planning for rural development; establishment of departmental rural development round tables for interinstitutional and intersectoral coordination and policy and strategy discussion.

VI. Action Strategy

13. To address the diverse needs of communities, municipalities and micro-watersheds, the programme will be executed through a two-pronged and complementary strategy: (i) expansion of development investments and action in selected, priority **communities** and municipalities, currently not serviced by any development project (*Inclusion to Development* strategy); and (ii) consolidation of investments made in the more advanced zones of action of the PRODEVER programme, under a strategy of business consolidation, entrepreneurial chains and market access of rural microenterprises (*Rural Modernization* strategy).
14. Based on the connection that exists between economic and social development, the programme's strategy focuses on the construction of social, human and **entrepreneurial** capacities, emphasizing the organizational and institutional development of the communities and the improved performance of economic organizations. Specifically, through the market access component –which constitutes the programme's master line of action– and the support of the other components, the programme aims at developing and strengthening the

entrepreneurial capacities and the launching of new rural business initiatives in the rural milieu. This will be achieved through integrating: the construction of organizational and entrepreneurial capacities (Human development component); the support to sustainable agricultural production, seeking to achieve increased and improved quality production, as it is required by demanding markets (Sustainable production component); the investment in rural roads to improve access and facilitate commercialization (Rural roads and infrastructure component); and the access to investment funds and technical and financial services (Access to markets and rural business development component).

VII. Cost and Financing

15. For a six-year implementation period, starting in 2010, the project cost has been estimated at US\$40.4 million. This amount will be allocated by component as follows: (i) Human and Social Capital Development, US\$6.1 million (15% of total cost); (ii) **Sustainable** Production and Natural Resources Management, US\$4.7 million (12%); (iii) Market Access and Rural Business Development, US\$13.9 million (35%); (iv) Rural Roads US\$11.9 million (29%); and (v) Programme Coordination and Institutional Strengthening, USD3.8 million (9%).
16. The project's financing will be structured as follows: (i) an IFAD loan of US\$18.4 million (45%); (ii) a loan from OFID for International Development of US\$15.0 million (37%); (iii) counterpart funding from the Government of Guatemala for US\$4.3 million (11%); and (iv) in kind contribution by project beneficiaries, to be applied to their productive projects and business consolidation, of US\$2.7 million (7%).

VIII. Organization and Management

17. The programme will be executed by a Programme Coordination Unit (PCU), under the responsibility of FONAPAZ, a development promotion entity of the Presidency. Programme implementation will engage contracted co-executing entities and specialized technical and other service providers, for which the PCU will establish the necessary agreements with local and national entities, and which may include: professional service providers, universities, rural finance intermediaries, IFAD's private sector partners (e.g., AGEXPORT, FUNCAFE), indigenous associations and institutions (e.g., PAFMAYA). At local level, programme will involve local producer organizations, the municipalities, the community, municipal and departmental development councils (COCODEs, COMUDEs, CODEDEs), and the traditional ethnic authorities, among others.
18. The PCU will be integrated by the following technical personnel: Executive Coordinator, Coordinator of Administration, Coordinator of Planning, Monitoring and Evaluation, Coordinator of Intercultural and Gender Equity, and Coordinators for the main programme components. The programme will be implemented out of a main headquarters office and three regional offices, according to the geographic location of the target groups and the agroecological conditions of the region. The main text of this report offers ample details on key project implementation activities and requirements for each component.

IX. Monitoring and Evaluation Indicators

19. The key performance indicators and targets for the programmes' goals of reducing poverty and exclusion among the poor rural and indigenous families of the Northern region whilst increasing their incomes and employment through better linkages to production chains and greater market access, comprise: (i) Percentage of households that increase **their** index of household assets ownership (RIMS anchor indicator); (ii) Percentage reduction of children malnutrition (RIMS anchor indicator); (iii) Human Development Index by municipality and department; (iv) 150 rural microenterprises (cooperatives, producer associations, other organised

enterprises, agricultural and otherwise), access local, national and/ or external markets; (v) 1 000 new jobs (80% for rural/ indigenous youth), created through newly established, expanded and consolidated rural business and microenterprises; (vi) 25 000 direct beneficiary families take part of project's integral development processes and investments –including at least 30% women; and (vii) 20% of programme's clients-beneficiaries access rural financial services. To ensure that PRODENORTE's results can be measured –and implementation experiences are properly captured and disseminated–, the suitable M&E/ Knowledge Management, RIMS and programme-specific implementation monitoring systems will be established.

X. Results and Benefits

20. Expected results and benefits from the programme, include: (i) transformation of existing low productive activities (agricultural and non agricultural) into financially viable businesses with access to markets, investment resources, and technical assistance; (ii) **organizational** strengthening, community empowerment and social capitalization of target groups, including primarily rural and indigenous women and young people while reinforcing Mayan cultural identity; (iii) diversification and increased production, employment and incomes at household, community and microregional levels; (iv) reduction of land and water degradation, and the resulting vulnerability to natural disasters; increased commercialization activities and overall improvement in the living conditions of communities through an expanded network of regional rural roads; (vi) increased food security through the local expansion of agricultural production, the improvement of the household economy, and wider access to rural financial services; and (vii) improved planning and coordination capabilities at municipal and departmental levels.

XI. Innovation and Learning

21. The programme is innovative on various themes, including, as examples: (i) the two-pronged asset-building strategy that fosters inclusion to development and rural modernization as a continuum among communities and regions, using approaches geared to their specific levels of development; (ii) the focus on market access and rural business creation as the engine of the production/ commercialization chain; (iii) the strengthening of strategic alliances with socially-responsible private sector and commercial partners; (iv) the promotion of rural/ indigenous entrepreneurial association (*gremialismo indígena de negocios*); and (v) the focus on the development potential of young rural/ indigenous people and on the training of young women and men in the business-related skills required by changing labour markets.
22. The programme will seek to take advantage of the IFAD project experience, while compiling and disseminating its own lessons in the context of an integrated and mutually reinforcing portfolio of learning opportunities: loans and technical assistance grants. Accordingly, **PRODENORTE** will be an integral part of the IFAD-sponsored rural development learning networks. Special emphasis will be given to experience exchange on market access and microenterprise development. Sufficient funds have been allocated to generate knowledge products and their dissemination as well as for experience-exchange seminars/travel within the subregion and other countries.

XII. Risks

23. Principal risks identified for PRODENORTE's implementation include: (i) difficulties to launch the **programme**, as a result of delays in the approval and ratification of the loan by the national assembly; (ii) political interference in the allocation of programme resources to municipalities and communities; and (iii) economic turbulence derived from trade competition among neighbouring countries in the subregion for the same export markets.

24. These risks will be prevented or mitigated through specific measures, including, as examples: (i) facilitating access to updated information on the programme's objectives and scope, aimed at the members of the legislative and other decision-making actors within the government and civil society; (ii) strengthening the participatory planning capabilities of municipalities and social audit; and (iii) active searching of export market niches for specific products, in addition to the promotion of agricultural and other product's fairs.

XIII. Timing/next steps

25. The programme's design has been completed, and the document has been brought to the attention of the concerned Government authorities for technical review (*Dictamen Técnico*), in order to achieve the required approval for loan negotiations. The Government expects that the programme will be presented at the December 2008 session of the Executive Board.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
<p>Rural poverty and extreme poverty of rural and indigenous communities</p>	<p>Indigenous peoples and communities</p>	<p>High levels of extreme poverty, chronic malnutrition and vulnerability to food insecurity among identified target groups, i.e., indigenous Maya communities and rural <i>ladino</i> populations.</p> <p>Lack of basic social infrastructure and adequate housing.</p> <p>Limited access to education, health and other social services.</p> <p>Geographic isolation of rural and indigenous communities, and inadequate/ limited rural road networks.</p> <p>Ethnic exclusion from public services and economic opportunities.</p> <p>Unequal distribution and thus limited access to quality productive assets, inclusive of access to suitable land.</p> <p>High land concentration by few families nation-wide, and uncertain land property rights of family smallholders.</p> <p>Low incomes from rain-fed crops, largely in steep-sloped small plots.</p> <p>Increased degradation of natural resources due to unsustainable production practices.</p> <p>Limited access to financial, culturally-sensitive TA/extension and other production/commercialization support services.</p>	<p>Inclusive investments in social and economic rural infrastructure and housing for the rural poor.</p> <p>Strengthening of local organisation for community-centred, participatory planning/ implementation, local/municipal decision-making, and public policy impact of rural and indigenous populations.</p> <p>Increased access to human (education, training), physical-productive (land), social (organization) and location-specific (economic infrastructure) assets, overall, according to micro-regional constraints/ development potential.</p> <p>Expanded construction/ rehabilitation of rural road networks.</p> <p>Land regularization and agrarian conflict resolution.</p> <p>Introduction of suitable productivity-enhancing agroforestry practices and sustainable management of natural resources for increased production, incomes, and food security.</p>

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Unsustainable agriculture/natural resources management, and environmental vulnerability of communities	All rural and indigenous households	<p>Unsustainable small-plot, steep-sloped and other agricultural practices.</p> <p>Degradation and overexploitation of natural resources (forests, soils, water, biodiversity), and increased pollution of aquifers and rivers.</p> <p>Systematic open and illegal deforestation.</p> <p>Lack of policies/ strategies for environmental management at municipal level.</p> <p>Limited governmental capacity and resources, overall, for proper natural resources utilization and management.</p> <p>Dependency on firewood, lack of alternative rural energy supply.</p> <p>Lack of effective climate-change mitigation and environmental-vulnerability reduction plans.</p>	<p>Participatory territorial/ environmental planning and implementation at departmental/ municipal levels, with direct involvement and decision-making by local organizations, community development councils (COCODEs, COMUDEs).</p> <p>Increased provision of investment resources for soil/water rehabilitation, conservation, vulnerability-reduction and resilience-enhancing works.</p> <p>Introduction of agroforestry and other sustainable production practices.</p> <p>Suitable productivity-enhancing technical assistance methods, e.g., farmer-to-farmer; demonstration plots; producer organizations with technical capacity for technical service provision.</p> <p>Facilitation of access to land property-related services</p> <p>Firewood-saving stoves and other alternative energy devices.</p> <p>Awareness campaigns on environmental-risk prevention, unsustainable agricultural practices (slash and burn), etc.</p> <p>Establishment of environmental-conservation incentive schemes.</p> <p>Incorporation of nature-based tourism as part of wider territorial rural development strategies.</p>
Gender and intercultural development issues of rural and indigenous women and young people	Rural and indigenous women and young people	<p>High levels of unmet basic needs and services (health, sanitation, education, housing).</p> <p>High levels of maternal morbidity, mortality.</p> <p>High levels of exclusion, discrimination and poverty among rural and indigenous women of all ages and youth (male, female).</p> <p>Unemployment; limited labour-market skills, personal (social/ economic) development opportunities.</p> <p>Low access to production-related financial and technical assistance services.</p> <p>Arduous household and production-related work.</p> <p>Increased number of young women-headed households and social vulnerability of these families from migration of male family members.</p>	<p>Investments in affirmative action development programmes that trigger social and economic inclusion of rural women and youth.</p> <p>Promotion of community organization as a mechanism for access to basic social services.</p> <p>Adult women literacy programmes.</p> <p>Access by indigenous youth (male and female) to intercultural primary, middle and higher education; educational scholarships and special educational programmes.</p> <p>Agricultural and non-agricultural production-related / labour skills training.</p> <p>Development of business and entrepreneurial abilities among rural and indigenous women and youth.</p> <p>Easier water access and household labour-saving devices.</p>

Priority Area	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Market access, rural business promotion and microenterprise development	Micro and small rural entrepreneurs (agricultural and non agricultural)	<p>Limited knowledge of: business opportunities, national and external markets, and competitiveness requirements.</p> <p>Very limited rural business planning and management capabilities at local and departmental levels.</p> <p>Limited locally-added value of production/commercial chains and quality management of rural products and services.</p> <p>Constrained local supply of production-related and business development technical assistance.</p> <p>Limited access to credit and other financial services, due to: (i) lack of information, complex processes, inadequate financial products to target-group needs, and lack of guarantee schemes (demand side); and (ii) lack of appropriate financial service technology, operational capacity high operative costs and risks involved (microfinancing intermediary side).</p>	<p>Market access and information systems at local, microregional and departmental levels.</p> <p>Microenterprise development promotion (agricultural and non-agricultural), and diversification (e.g., nature-based and indigenous culture-related community-managed businesses).</p> <p>Support to formulation of relevant-product rural "business plans" (all levels of production-commercialisation chain).</p> <p>Involvement of (socially-responsible) private sector partners in export promotion and business development.</p> <p>Availability of government investment funds for business development.</p> <p>Facilitation of access to financial services and capital resources for micro-enterprise development and modernization.</p>
Results-based programme management, institutional strengthening and intersectoral coordination for rural development	Management and technical staff of government entities/ investment programmes & municipalities	<p>Multiple public/ private and international cooperation agencies involved in agriculture, natural resources management, and local/municipal and rural development, mostly through grant-based technical assistance programmes, with a variety of agendas, objectives and intervention strategies and methodologies, and preferred targeted zones.</p> <p>Slowly emerging concept of integrated (multisectoral) rural development.</p> <p>Newly created government institutions responsible for nation-wide strategy formulation and programme coordination and implementation.</p> <p>Limited economic and rural development planning capabilities at municipal and departmental levels.</p> <p>Dispersed intervention and limited results of external cooperation entities and government action in programme area.</p>	<p>Support to rural development planning, intersectoral coordination and intervention concurrence at municipal and departmental levels.</p> <p>Support to decentralization processes/ consolidated local decision-making, particularly through strengthening of organized target-group participation on community, municipal and departmental development councils.</p> <p>Facilitation of regional country dialogue for rural development planning among government institutions and private sector entities at national, departmental and municipal levels.</p> <p>Extraction, systematization and dissemination of lessons derived from implementation experiences of ongoing IFAD programmes.</p>

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/ (Threats)
Enablers:			
National Fund for Peace (FONAPAZ)	Government entity dependent on the Presidency of the Republic. Nation-wide presence and operational capacity consolidated. Adequate budgetary allocations.	Focus and primary experience on infrastructure construction. Centralised management and decision-making. Standardised and lengthy project approval cycle.	Entity has incidence of some key government decisions. It has been involved closely in the design of the COSOP and the PRODENORTE programme. (Government changes impact on continuity of actions).
Ministry of Agriculture, Livestock and Food (MAGA)	Large government institution, nation-wide presence. Large staff and budgetary allocations.	Complex structure and concentration of services. Limited technical capability and credibility in rural areas. Promotion programmes: fertiliser, and glass of milk distribution. Productive focus. Dissociated of territorial rural development/ natural resources management.	Could coordinate the agricultural productive sector of the country, i.e., production chains. The provision of technical assistance under innovative schemes.
Secretariat for Planning and Programming of the Presidency (SEGEPLAN)	Technical capacity for planning and programming/ data systems for country economic decision-making. Institutional credibility and coordination capacity at national and departmental levels,	Limited dissemination/ accessibility of processed information/ data. Limited budgetary resources for scope of activities.	Can become the rector entity for all processes related to planning, monitoring/ evaluation of country social/ economic performance. With larger resources could offer the required training and advice to municipal-level planning. (Government changes, including the head of the Secretariat, impact on continuity of actions).
National Rural Development Commission (CNDR)	New sectoral actor, created by Presidential decree (April 2008), with a positive perspective. It is composed of appointed representatives from key government institutions, the private sector and indigenous peasant organizations. It is coordinated from the Office of the President.	Temporarily lacks own budget. Considered that it does respond to government policy, not State policy.	Can effectively become the rector of integral rural development policy and strategy; and programme coordination. (Its governmental decree makes it vulnerable to political changes)

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/ (Threats)
Ministry of Public Finance (MINFIN)	Credible institution. Counts with transparent structures/ systems for information dissemination (fiscal, economic, etc.).	Too rigid in its processes for budgetary allocations and disbursements.	In the process of decentralization of key budgetary monitoring/ follow-up functions to departmental government level. Constant communication with IFAD through Public Credit Directorate- (Lagged project implementation caused by slow funds disbursement)
Ministry of the Economy (MINECO)	Consolidated operational capacity. Provides relevant information on the economic-productive sector	Very limited regional presence. Its functions are not known by municipalities.	Can impact on the coordination processes for commercialization/ export promotion, and entrepreneurial development. Has launched the Economic Rural Development Programme focusing on rural businesses and economic infrastructure. (Government changes impact on continuity of actions).
Ministry of Natural Resources and the Environment (MARN)	Specialised technical personnel	Limited capability and resources to control deforestation and fires	The development of appropriate technologies for natural resources management. Support from municipalities for territorial management of forested lands. (The agricultural frontier advances faster than the Ministry's capacity to control it)
Ministry of Education	Responsible for educational policy and overall quality, for private and public services.	Limited resources vis-à-vis the low human development of the country	The coordination of entities and development agencies supporting rural and indigenous education
Secretariat of Agrarian Affairs (SAA)	Field presence institution, involved in agrarian affairs, holding a platform for participation.	Very low operational budget.	Has the potential for partnership with other government entities (e.g., MAGA) and for coordination of integral policies/ strategies in its field of specialization. (The depth and complexity of land tenure issues <i>vis-à-vis</i> the capacity to respond).
The Land Fund (FONTIERRA)	Specialized entity on land tenancy regularization.	Limited credibility as to distortions encountered in its operations, e.g., prices paid for the acquisition of land holdings. Its portfolio of credits awarded to farmers for land purchase is weak.	Successful operations would represent expanded land tenancy security for poor smallholders.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/ (Threats)
Secretariat of Food Security and Nutrition (SESAN)	Inter-institutional coordination capability. Presence in vulnerable zones. Monitoring and systematization of food security experiences	Limited budget. Does not have executive functions	The opportunity to become the leading government entity for food security policy, strategy and action. (The scope of the nutritional problem cannot be addressed with the available resources) (Government changes affect the continuity of policies/ strategies)
Rural Development Bank (BANRURAL)	Presence in a large number of municipalities. Concentrates many government trust funds.	Limitation in focus to rural clientele	Wide potential market in rural areas, and experience in SFRs. (Rural financial market / micro-financing services regulation) ⁱ
Private sector:			
Agricultural Export Association (AGEXPORT)	Expertise on markets, commercialization and export. Credibility within the private sector	Focuses mostly on enterprises with export potential/ capacity. Services concentrated in the capital of the country	The possibility to establish agreements with other sector and export segments (e.g., exporting municipalities). The methodology of entrepreneurial linkages <i>encadenamientos empresariales</i> , is being developed through its associations with IFAD and other international development agencies.
The Coffee Foundation for Rural Development (FUNCAFE)	Nation-wide technical support capability. Regional offices technical centres Social development arm of ANACAFE	Limited budget for integral rural development action. Does not count with multilingual field personnel (indigenous languages)	The potential to establish strategic alliances with UN agencies (e.g., UNDP, IFAD)
Organizations:			
National Association of Municipalities (ANAM)	Coordination of action with municipal governments.	Centralised functions	Potential for interinstitutional coordination and strengthening of local governments. It is promoting the association of municipalities at departmental level.
Forestry Action Plan/ Maya Technical Institute IIDEMAYA/ PAFMAYA	Capacity to lead/ coordinate the national indigenous Maya movement. Deep knowledge/ commitment on indigenous development issues/ culture By Presidential decree, has a representative in the National Rural Development Commission	Limited budget for technical institutes and strategic plans and actions	Political incidence and impact. Specialization of technical aspects of sustainable agricultural development and social development of indigenous peoples. (Limited employment opportunities for the technical professionals that graduate from the institutes)
The Cuchumatanes Association (ASOCUCH)	Second level organization structure (association of organization) with capacity for technical service provision.	Limited resources. Limited territorial operations coverage	Linkage with other producer organizations. Incidence on national, departmental,

	Institutional credibility Developed local peasant-to-peasant methodologies		municipal policies.
Mayan Political Organizations. CUC, CENOC, CONIC, Plataforma Agraria	Capability to launch massive demonstrations nation-wide. Agrarian orientation.	Promote agriculture production projects with technical limitations. Limited operational resources.	Linked to international social organizations. Political incidence.

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Donor/ Agency	Priority Sectors/ Relevant Programmes	Period of Current Country Strategy	Complementarities/ Synergy Potential
World Bank	Public sector management; education; health and nutrition; infrastructure Land Administration II Project Rural Economic Development Support Programme (cofinanced with IADB)	2005-2008	Improved land tenure security Enhanced macroeconomic framework/ business climate and competitiveness. Experience exchange.
Inter-American Development Bank	Energy and infrastructure; water and sanitation; social services Rural Economic Development Support Programme (Cofinanced by WB)	2004-2007	Enhanced country infrastructure Experience exchange.
Central American Bank for Economic Integration	Northern Transversal Strip (highway); Hydroelectric programmes Integral Development of Irrigation Potential Areas	2003-2007	Main transport infrastructure Technology development/ dissemination. Experience exchange
OPEC Fund for International Development	Rural infrastructure IFAD's PRODEVER, Western Region, Central Eastern region ; PNDR-The Western Region Economic Development Programme for Alta and Baja Verapaz		Key partner of IFAD, i.e., primary cofinancier of all programme operations. Cofinancing and complementary action
European Union	Economic and Municipal Governance		Complementary action for municipal development support

Donor/ Agency	Priority Sectors/ Relevant Programmes	Period of Current Country Strategy	Complementarities/ Synergy Potential
USAID	Coffee Quality Programme Exporting Municipalities Support		Both programmes offer great potential for complementary action, as they are associated (as it is IFAD) with AGEXPORT's entrepreneurial linkages programme
FAO	Special Programme for Food Security		Lessons learned on participatory municipal development plans

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
<p>Subsistence agricultural producers</p>	<p>Lack of access to quality social, productive and location-specific (e.g., rural roads) assets. Communities isolated from the economic dynamics of the municipality.</p> <p>Generally located in limited productivity, steep-sloped areas facing soil degradation (erosion, fertility loss); have weak organizational levels and limited access to production support services including agricultural extension and financial services. Range: mostly extreme poverty in identified project area. Inadequate housing. Very limited access to education and health services.</p>	<p>Low input/ output traditional farming for family subsistence. Some support from monetary remittances. Government subsidies (fertilizer acquisition) for basic grains production. Handcraft production, whenever the ability exists. Some assistance from development projects by religious entities, specialized NGOs, coexecuting international cooperation programmes.</p>	<p>Social investments in education, health and nutrition. Investments in rural roads, social infrastructure & housing. Demand-led productivity-enhancing, agricultural and other technical support services. Mechanisms for basic grain production and increased food security. Community and economic interest organization. Access to non-refundable productive and natural resource rehabilitation incentives/ investment funds.</p>	<p>Human and social capital development aimed at enhancing organized community-action and participation capacities. Rural feeder road construction and maintenance/ key community rural infrastructure. Rural technical assistance to improve production and income diversification. Community action-research-based development of sustainable agricultural production and NRM models. Support to producers (male and female) for the formulation of sustainable production plans (agriculture, forestry, aquiculture, small livestock). Allocation of competitive and incentive funds for sustainable agricultural production, NRM / conservation and food security</p>
<p>Emerging commercially-oriented agricultural producers</p>	<p>Lack of access to quality social, productive and location-specific assets, limited access to TA, financial and other services, and thus holding low productivity and production.</p>	<p>Some initial experience on local market Access and production diversification; some through IFAD's PRODEVER and other projects. In cases, some existing</p>	<p>Rural roads and production and commercialization infrastructure. Credit and other financial services. Wider market information and access.</p>	<p>Human and social capital development aimed at enhancing organized community-action and participation capacities. Social and productive infrastructure, linked to</p>

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
	Limited market information and access to local and external market. Lack of commercialization-related organization. Lack of good commercial practices.	organization for volume commercialization and local value added (packaging)	Product quality/ specialised handling and other TA. Organizational strengthening and business orientation.	economic and commercial processes. Support to the development of micro-agroindustries and local support-service microenterprises. Market access support. TA and training on quality production and handling.
Landless farmers/ Rural labourers	Limited access to social services (health, education) and social security services. Inadequate housing and basic infrastructure. Lack of access to quality social, productive and location-specific assets. Low wages and very precarious working and living conditions. Exposure to agricultural chemicals.	Seasonal combination of traditional low input/output smallholding farmwork in the North and salaried work in the lowland Coast. Some support from monetary remittances. Government subsidies (fertilizer acquisition) for basic grains production. Some assistance from development projects by religious entities, specialized NGOs, coexecuting international cooperation programmes.	Social investments in education, health and nutrition. Investments in basic rural infrastructure and housing. Production and labour skills training. Better labour conditions and opportunities. Facilitation of access to land settlements, land markets and/or land rental markets. Income diversification opportunities/ training, particularly for rural and indigenous youth.	Human and social capital development aimed at enhancing organized community-action and participation capacities. Training and support to income diversification, e.g., non-farming activities, etc. Facilitation of access to the Land Fund activities. Basic rural infrastructure.
Agricultural and non-agricultural microentrepreneurs	Limited capitalisation of agricultural and non-agricultural production. Low technological level and limited infrastructure. Non-planned operations, and lack of access to production, financial and marketing support services. Lack of access to markets.	Self-start and self-financing of micro businesses. Isolated action in support of microenterprise development and commercialization NGOs and cooperation agencies. Partial involvement in small agriculture-related activity. Seasonal labour work by some member of the household.	Business development support services. Marketing analysis of small rural enterprise opportunities in the context of local and regional markets. Demand-led agricultural and non-agricultural technical support services. Access to rural financial services and investment funds.	Availability of competitive co-investment funds for sustainable agricultural production. Support to the activation of existing rural financial systems/ services in the programme area, according to the needs of target groups. Facilitation of access to technical- and management-

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	COSOP Response
				<p>support services and continued "business coaching".</p> <p>Selection and training of local commercial leaders and entrepreneurs in micro-enterprise development and quality-control management.</p> <p>Promotion of indigenous business association (<i>gremialismo empresarial Maya</i>)</p>
<p>Traditional handcraft artisans/ cultural product creators</p>	<p>Limited access to social services (health, education) and social security services.</p> <p>Inadequate housing and basic infrastructure.</p> <p>Lack of access to quality social, productive and location-specific assets</p> <p>Low production capacity (inherent).</p> <p>Limited linkage to markets</p>	<p>Family learning, transmittal of abilities.</p> <p>Family solidarity social net</p>	<p>Specialised fair market access</p> <p>Financial services</p> <p>Commercialization advices</p>	<p>Facilitation of access to technical- and management-support services (e.g., new designs)</p> <p>Availability of competitive co-investment funds for microbusiness development</p> <p>Facilitation of access to financial services.</p> <p>Market access support</p>
<p>Rural and indigenous women</p>	<p>High household labour load, including agricultural production.</p> <p>Lack of income opportunities</p> <p>Poverty and gender discrimination</p> <p>Lack of access to health services</p> <p>Low educational levels and opportunities</p>	<p>Low input/ output traditional small-plot farming and limited small livestock for family subsistence.</p> <p>Traditional handcrafts</p> <p>Family receipt of remittances.</p>	<p>Domestic time-saving investments and infrastructure (improved firewood-saving stoves, water tanks).</p> <p>Improved health and nutrition services</p> <p>Guaranteed access to education</p> <p>Training for productive and labour skills</p>	<p>Affirmative action and development-triggering investments and training aimed at rural women, particularly heads of household.</p> <p>Access to social, productive and commercialization programmes and investment funds for rural women microentrepreneurs.</p>

<p>Rural and indigenous young people</p>	<p>Limited access to social services (health, education) and social security services. Inadequate housing and basic infrastructure. Limited Access to formal education Limited social participation Unemployment Limited development opportunities Lack of access to quality social, productive and location-specific assets.</p>	<p>Low input/ output traditional small-plot farming and limited small livestock for family subsistence. Traditional handicrafts Seasonal and permanent off-farm employment. Legal and illegal migration mainly to the USA</p>	<p>Guaranteed Access to education (all levels: primary, middle and higher). Improved health and nutrition services. Mechanisms for social mobility and economic capitalization. Training for labour and productive skills</p>	<p>Affirmative action and development-triggering investments and training aimed at rural and indigenous youth. Scholarships for technical education Promotion of youth self-development initiatives Access to social, productive and commercialization programmes and investment funds for micro-entrepreneurial young people.</p>
---	---	--	--	---